



FIDA

FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Conseil d'administration - Soixante-douzième session

Rome, 25-26 avril 2001

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À

LA BOSNIE-HERZÉGOVINE

POUR

LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉLEVAGE ET DU FINANCEMENT RURAL

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTE DE LA ZONE DU PROJET	iv
RÉSUMÉ DU PRÊT	v
NOTE DE PRÉSENTATION	vi
PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Données d'expérience	1
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec la Bosnie-Herzégovine	3
DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET	5
A. Zone du projet et groupe cible	5
B. Objectifs et portée du projet	6
C. Composantes	7
D. Coûts et financement du projet	9
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	10
F. Organisation et gestion	11
G. Justification économique	12
H. Risques	12
I. Impact sur l'environnement	13
J. Aspects novateurs	13
TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	13
QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION	14
ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ	15



APPENDICES

I. COUNTRY DATA – BOSNIE-HERZÉGOVINE (DONNÉES SUR LA BOSNIE-HERZÉGOVINE)	1
II. PREVIOUS IFAD LOANS (PRÊTS ANTÉRIEURS DU FIDA)	2
III. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	3
IV. QUANTITATIVE INPUTS, TARGETS AND KEY PROJECT FACTORS (APPORTS QUANTIFIÉS, OBJECTIFS ET FACTEURS CLÉS DU PROJET)	8
V. SUMMARY COSTS AND FINANCING TABLES (RÉSUMÉ DES COÛTS ET FINANCEMENT)	9
VI. ORGANIZATION AND MANAGEMENT (ORGANISATION ET GESTION)	11
VII. ECONOMIC AND FINANCIAL ANALYSIS (ANALYSE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE)	16

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Mark convertible (BAM)
1,00 USD	=	2,0 BAM
1,00 BAM	=	0,5 USD
1,00 BAM	=	1,00 DM

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

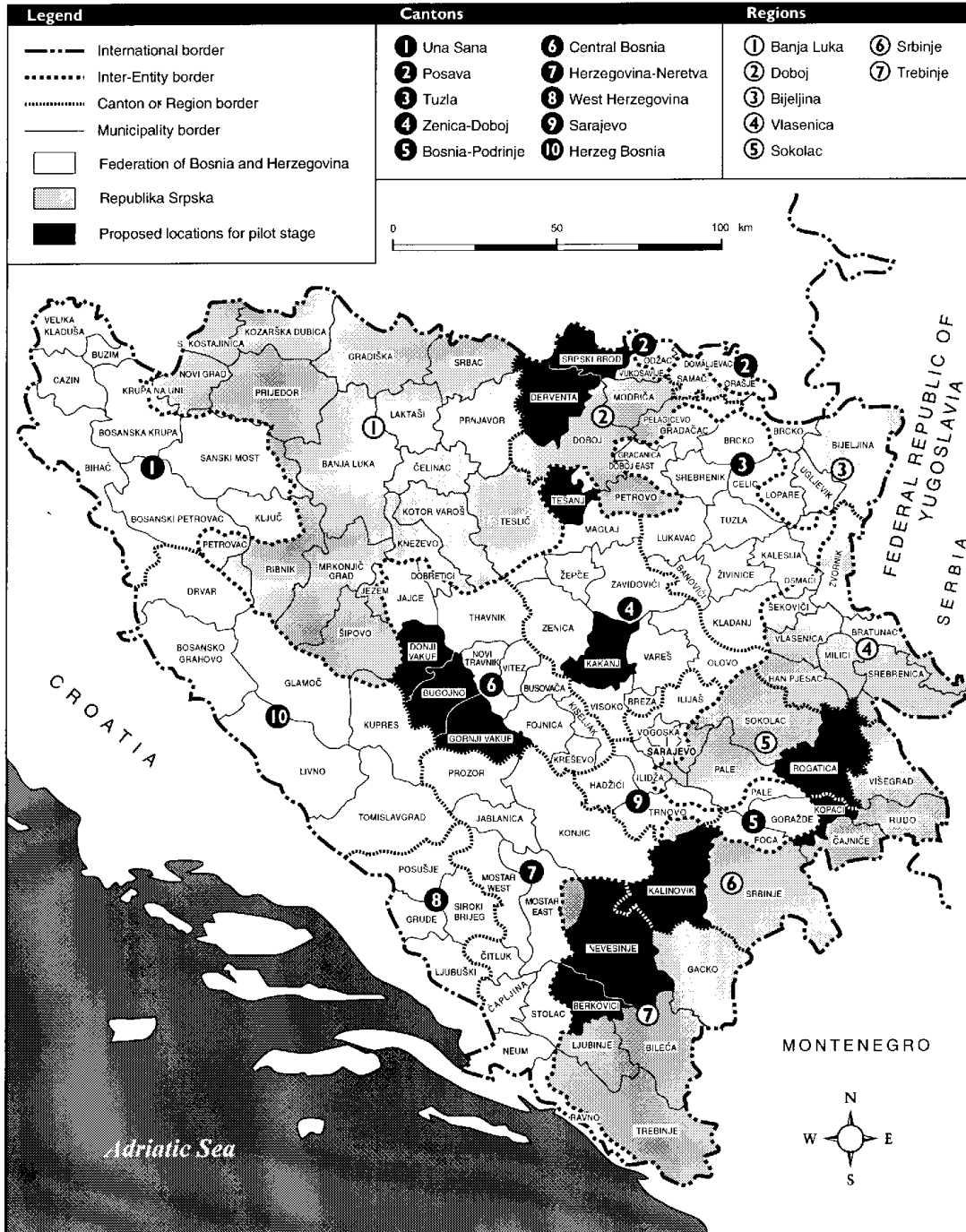
AEC	Association d'épargne et de crédit
FBiH	Fédération de Bosnie-Herzégovine
FID	Fonds pour les initiatives de développement
GTZ	Office allemand de la coopération technique
ONG	Organisation non gouvernementale
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
PTBA	Plan de travail et budget annuel
RS	Republika Srpska
S&E	Suivi et évaluation
UCP	Unité de coordination du projet
UE	Union européenne
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

GOUVERNEMENT DE BOSNIE-HERZÉGOVINE

Année budgétaire

1^{er} janvier - 31 décembre

CARTE DE LA ZONE DU PROJET



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

BOSNIE-HERZÉGOVINE

PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉLEVAGE ET DU FINANCEMENT RURAL

RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION À L'ORIGINE DU PROJET:	FIDA
EMPRUNTEUR:	Bosnie-Herzégovine
ORGANISME D'EXÉCUTION:	Ministère de l'agriculture, des forêts et de la gestion de l'eau
COÛT TOTAL DU PROJET:	25,5 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	9,55 millions de DTS (équivalant approximativement à 12,0 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
COFINANCEUR:	Fonds pour le développement international de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Fonds de l'OPEP)
MONTANT DU COFINANCEMENT:	5,0 millions de USD
CONDITIONS DU COFINANCEMENT	20 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans avec un taux d'intérêt de 1,5% et une commission de service de 1% par an sur le montant décaissé
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	5,6 millions de USD
CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:	2,9 millions de USD
INSTITUTION CHARGÉE DE L'ÉVALUATION PROSPECTIVE:	FIDA
INSTITUTION COOPÉRANTE:	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)

NOTE DE PRÉSENTATION

Objectifs du projet. L'objectif global du projet est d'élaborer un modèle reproductible de petit élevage commercial viable qui montre le potentiel de génération de revenus du secteur et contribue au relèvement des zones rurales. Dans cette perspective, on s'efforcera d'aider les ruraux pauvres, hommes et femmes, à développer le petit élevage privé à vocation commerciale afin d'accroître durablement les revenus des ménages, d'assurer leur sécurité alimentaire et de contribuer à la stabilité sociale et à la prospérité des collectivités rurales. Il s'agit en particulier de: i) soutenir le développement du petit élevage par la fourniture de crédit; ii) favoriser l'accès des petits exploitants à des services d'appui technique; iii) développer et améliorer les articulations avec les marchés, spécialement avec les marchés laitiers; iv) développer des possibilités complémentaires/substitutives de revenu extra-agricole qui favorisent les liaisons en amont et en aval pour les petits éleveurs et contribuent à la relance des services ruraux; v) reconstruire l'infrastructure rurale essentielle pour créer un environnement propice au retour des personnes déplacées et à leur reprises d'activités économiques.

Profil des bénéficiaires du projet. Environ 21 000 ménages dans 16 localités vont bénéficier d'une augmentation de revenus, d'une sécurité alimentaire assurée et d'un environnement rural amélioré. En leur ouvrant l'accès au crédit, qui leur était auparavant fermé, le projet aidera les femmes à mieux pourvoir aux besoins de leurs familles et à s'assurer une certaine indépendance économique, à améliorer leurs savoirs et savoir-faire ainsi qu'à rehausser leur statut et leur influence dans la communauté par leur rôle d'agricultrices pilotes (démonstration) et par leur participation à la gestion des associations de producteurs et des associations d'épargne et de crédit (AEC).

Mécanismes de ciblage. Le groupe cible, recruté dans la population tant résidante que rapatriée, se composera de petits exploitants cultivant en moyenne de 3 à 5 ha et propriétaires de moins de deux vaches. Il comprendra de précédents emprunteurs du FIDA dans la zone du projet, particulièrement ceux qui ont besoin d'une assistance complémentaire pour être en mesure d'assurer le service de leurs prêts. On s'attachera tout spécialement à inclure largement les femmes qui occupent une place majeure dans l'élevage. Le groupe cible pour les activités de développement de l'élevage comprendra un groupe central constitué de petits agriculteurs commerciaux spécialisés qui manquent actuellement de capitaux, d'agriculteurs à temps partiel qui souhaitent passer de la production de subsistance à la production semi-commerciale, ainsi que de précédents emprunteurs du FIDA.

Participation des bénéficiaires. Le projet sera exécuté selon une approche souple, participative et orientée sur les processus qui permettra de réviser, d'adapter et d'améliorer sa conception à la lumière des enseignements tirés de l'exécution. Des ateliers annuels d'examen réunissant les parties prenantes et un système d'évaluation continue faciliteront cette démarche. Les approches participatives seront tout particulièrement appliquées à la constitution d'associations de producteurs, aux processus d'identification d'entrepreneurs dans les petites et moyennes entreprises et à la création d'AEC.

Risques. Ce sont les suivants: i) la concurrence accrue des importations pourrait compromettre la rentabilité des laiteries locales si elles sont incapables de développer des marchés à créneaux; ii) le manque de clairvoyance et d'implication de certains secteurs gouvernementaux face aux réalités du changement économique, qui risque de faire déraiser le projet; iii) les rapides changements économiques et socio-politiques, qui risquent de déconnecter le projet de son environnement économique; iv) la dépendance engendrée par de nombreuses années d'aide internationale pourraient saper les tentatives d'établissement d'un mécanisme de crédit rural solide et efficace; v) l'incapacité à inverser le processus d'urbanisation et à retenir une force de travail jeune et active en zone rurale pourrait contrarier les efforts de développement du secteur paysan.

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À
LA BOSNIE-HERZÉGOVINE
POUR
LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉLEVAGE ET DU FINANCEMENT RURAL

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la Bosnie-Herzégovine d'un montant de 9,55 millions de DTS (équivalant approximativement à 12,0 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables, en vue de contribuer au financement du projet de développement de l'élevage et du financement rural. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Il sera administré par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) en tant qu'institution coopérante du FIDA.

PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA¹

A. L'économie et le secteur agricole

1. La physionomie agro-écologique du pays, caractérisée par une topographie montagneuse et la rareté de bonnes terres agricoles, milite en faveur de l'élevage. L'agriculture à temps partiel dominait le tableau avant la guerre. À l'époque, 60% des exploitants s'adonnant à l'élevage ne possédaient qu'une vache. Le développement de l'économie rurale a été perturbé ces dernières années, d'abord par le processus de transition, ensuite sous l'effet de la guerre, qui a entraîné la destruction de 50 à 60% du cheptel. Le besoin qui se fait actuellement sentir et auquel le projet aidera à répondre est de s'attaquer aux problèmes profonds du secteur de l'élevage et de mettre l'accent sur le processus de transition, qui a été paralysé par la guerre. Cela exige qu'on stimule les changements structurels dans le secteur agricole afin d'accroître les revenus agricoles en encourageant le développement du secteur des petits exploitants, qui avait été sérieusement négligé sous le régime précédent. Il faut pour cela reconstituer les troupeaux des rares petits exploitants commerciaux existants et instaurer un environnement dans lequel les exploitants à temps partiel, actuellement privés de revenus salariaux, puissent s'engager dans la voie de la petite production commerciale.

B. Données d'expérience

2. Les deux précédents projets du FIDA en Bosnie-Herzégovine - le projet de remise en état des exploitations agricoles - activités de reconstitution du cheptel et le projet de remise en état et de développement des petites exploitations agricoles - s'attaquaient aux conditions régnant dans l'immédiat après-guerre. Les éléments financés par le FIDA des deux projets privilégiaient la reconstitution du cheptel par l'importation de vaches de qualité d'Europe occidentale et l'achat sur place de moutons et de chèvres. Ces animaux étaient distribués sur la base de crédit en nature selon deux formules: "option subsistance" (une vache) ou "option commerciale" (trois vaches). Le crédit devait être remboursé en espèces par le biais d'arrangements administratifs bancaires. Dans le cadre

¹ Voir l'appendice I pour de plus amples informations.



du projet de remise en état des exploitations agricoles qui n'a été exécuté que dans une des deux entités² du pays, la Fédération de Bosnie-Herzégovine (FBiH), toutes les municipalités avaient été incluses dans la composante reconstitution du cheptel. Dans le projet relatif aux petites exploitations, six sur les dix cantons avaient été inclus; de plus, seules les municipalités dont le taux de remboursement du crédit accordé dans le cadre du premier projet avait été supérieur à 50% étaient éligibles. Dans la Republika Srpska (RS), quelques municipalités du sud et du nord-ouest avaient été incluses.

3. Les projets avaient notablement contribué à la survie de nombreuses familles dans l'immédiat après-guerre mais des carences de l'environnement économique général, dues à la fois aux ravages de la guerre et à la paralysie du processus de transition, ont pesé sur la performance des programmes de reconstitution du cheptel. Ces circonstances conjuguées à divers facteurs corrélés expliquent le faible taux de remboursement (20-25%), notamment:

- a) afin d'atteindre un maximum de familles ne disposant que du minimum vital, la plupart des vaches avaient été distribuées au titre de l'option "subsistance" (une vache) qui, eu égard aux circonstances, n'a pas engendré de surplus commercialisable une fois les besoins du ménage couverts;
- b) les agriculteurs qui étaient en mesure de produire des excédents de lait ont éprouvé des difficultés à écouler leur production en raison du manque de liens avec le marché dû à l'effondrement du système de collecte d'avant-guerre;
- c) les circonstances du moment excluant toute possibilité autre que l'importation d'animaux, il en est résulté une discordance entre la très grande productivité des animaux et la capacité des paysans à les nourrir et à les gérer;
- d) faute de services de vulgarisation et de santé animale adéquats, le potentiel de production des animaux de qualité n'a pu être atteint;
- e) pour satisfaire leurs besoins de liquidités et faute de débouchés commerciaux et donc d'incitations à accroître les troupeaux, les paysans ont abattu de nombreuses génisses qui auraient dû fournir la base d'une reconstitution du cheptel laitier;
- f) l'état de sous-développement du secteur bancaire a empêché de fonder les projets sur les dispositifs habituels de crédit. Toutefois, les dispositifs de crédit établis, basés sur des arrangements administratifs bancaires n'étaient pas propices à l'instauration d'un environnement favorable à l'émergence d'une discipline de crédit - les banques n'intervenaient pas dans l'évaluation des bénéficiaires ou dans la sélection des emprunteurs, elles n'assumaient aucun risque, et leur faible rémunération (1% d'intérêt) ne les incitait pas à recouvrer les remboursements et ne leur en donnait pas les moyens. Par ailleurs, en raison de l'éparpillement des bénéficiaires, la pression des pairs ne s'exerçait pas, tandis que l'inadéquation des messages délivrés dans quelques cas aux paysans leur faisait assimiler le crédit à une aide, d'où une mentalité d'"assistés" parmi les communautés bénéficiaires.

² Aux termes de l'Accord de paix de Dayton signé le 14 décembre 1995, la Bosnie-Herzégovine se compose de deux Entités — la Fédération de Bosnie-Herzégovine et Republika Srpska. Les deux entités sont dotées d'assemblées parlementaires et de gouvernements. Par ailleurs, il existe au niveau de l'État une présidence, un gouvernement et un parlement où les deux Entités sont conjointement représentées.



4. Ces différents points ont été pris en compte dans la conception du présent projet, qui encourage le passage de l'aide d'urgence au développement. La conception du projet inclut des mesures propres à assurer que les difficultés rencontrées dans les précédents projets soient évitées.

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec la Bosnie-Herzégovine

5. Bien que la reconstruction se soit accompagnée d'un accroissement des revenus, la situation de la plupart des Bosniaques reste inférieure à ce qu'elle était avant la guerre. De surcroît, malgré les taux de croissance élevés de l'après-guerre, la Bosnie-Herzégovine demeure le second pays le plus pauvre de la région (après l'Albanie). Faute de données d'enquêtes complètes sur les ménages, on ne dispose pas de chiffres exacts sur l'incidence de la pauvreté, différentes estimations donnant à penser qu'elle se situe entre 27 et 60%. Néanmoins, il ressort d'entretiens avec des groupes focaux que l'effet conjugué de la transition et des ravages de la guerre a plongé beaucoup de gens dans un état de marginalisation économique et de privation qui contraste fortement avec leur aisance relative d'avant-guerre. Dans un pays dont l'économie d'avant-guerre était essentiellement fondée sur l'emploi salarié, le manque d'emplois, attesté par des taux de chômage officiels se situant autour de 36%, est une cause majeure de pauvreté, en particulier en milieu rural, où les agriculteurs à temps partiel comptent sur un salaire pour compléter le revenu du ménage. D'autres catégories importantes de pauvres sont constituées par des personnes déplacées et environ 25% des salariés dont les taux de rémunération les maintiennent au-dessous du seuil de pauvreté. En conséquence, la pauvreté tend à se concentrer dans les cantons et les régions comprenant les principales villes où vivent un grand nombre de personnes déplacées, ce qui fait perdre de vue la situation régnant dans les régions rurales.

6. Avant la guerre, les régions les plus défavorisées étaient les régions reculées et les régions déshéritées, essentiellement les plus montagneuses. Avec les conséquences de la guerre, ces régions devraient rester les plus pauvres, en particulier celles qui ont été touchées par la guerre.

7. Le Gouvernement de la Bosnie-Herzégovine élabore actuellement un document détaillé énonçant une stratégie de réduction de la pauvreté destinée à remédier aux privations humaines et sociales complexes que subissent de nombreux Bosniaques. Faute de données précises, cette stratégie ne pourra être achevée qu'en 2002 après la conduite de l'enquête de base sur les niveaux de vie et l'évaluation de la pauvreté.

Activités de lutte contre la pauvreté financées par d'autres donateurs importants

8. **Agriculture.** L'Union européenne (UE) et la Banque mondiale ont été les principaux donateurs ayant fourni une aide au secteur agricole. L'UE a complété les activités du FIDA en fournissant un appui à l'importation et à la distribution d'animaux (génisses et moutons) selon les mêmes principes directeurs que les projets du FIDA et a rencontré des problèmes analogues (voir ci-après). D'autres bailleurs de fonds, dont les Pays-Bas et le Fonds saoudien, ont aussi soutenu de petits programmes d'importation de bétail. Par ailleurs, l'UE a fourni une assistance technique pour la mise en place expérimentale de stations d'outillage louant aux paysans des machines pour les opérations de récolte et la production de fourrage, ainsi que pour la création de services consultatifs aux paysans à titre expérimental. L'appui de l'UE à la vulgarisation se poursuivra avec le projet de services nationaux de vulgarisation, qui est sur le point d'être lancé et qui vise à développer des services durables de vulgarisation agricole soutenus par le gouvernement. L'UE appuie aussi la lutte contre certaines maladies par le biais d'une mission consultative sur la réduction des épidémies récentes et l'élaboration de plans d'urgence face aux poussées épidémiques. En outre, l'UE lance des appels d'offres pour un programme national destiné à aligner l'identification d'animaux sur les normes en usage dans les pays de l'UE. Par son appui aux unités de stratégie et de programmation agricoles, l'UE donne aux ministères de l'agriculture de la FBiH et de la RS des avis concernant l'élaboration de leurs politiques agricoles. Parmi les donateurs intervenant dans la fourniture de machines agricoles

figurent la Banque mondiale, en collaboration avec les deux projets précédents du FIDA, et le gouvernement japonais. D'autre part, l'UE met présentement en place un programme de crédit rural qui sera appliqué dans l'ensemble du pays en collaboration avec des banques commerciales.

9. **Développement des petites entreprises.** Les principaux donateurs qui concourent au développement du secteur des petites et moyennes entreprises sont l'Agence des États-Unis pour le développement international, la Banque mondiale, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et la Société financière internationale. Ils ont fourni des lignes de crédit par le canal de banques commerciales en s'éclairant des avis de services consultatifs pour le développement d'entreprises. Une nouvelle ligne de crédit de la Banque mondiale pour la RS est en préparation. Tous ces projets ont favorisé l'expansion des entreprises existantes, et le manque de crédit pour les nouvelles entreprises, plus risquées, est maintenant une grande lacune dans le marché du crédit.

Secteur des ONG

10. **Développement de l'élevage.** L'Agence néerlandaise de secours et de réhabilitation (DRA) est la principale organisation non gouvernementale (ONG) qui concourt au développement de l'élevage par la fourniture de crédit pour l'achat de vaches, la création d'associations de producteurs laitiers et un appui à la laiterie de Goradze qui fonctionne sous forme de coopérative. Les activités de la DRA se concentrent à Goradze et dans les municipalités voisines en RS.

11. **Associations de producteurs.** Les ONG jouent aussi un rôle de premier plan dans la promotion des associations de producteurs. Il en existe maintenant un certain nombre (CARE, World Vision, Action contre la faim, Partners in Development) qui ont été établies avec succès, bien qu'elles en soient encore à leurs débuts et que leur viabilité reste à démontrer. Plusieurs de ces associations regroupent des producteurs laitiers, tandis que d'autres intéressent l'apiculture, la production végétale et l'artisanat. Il existe quelques associations féminines (par exemple, paysannes pratiquant la culture en serre), mais les femmes sont aussi membres d'associations mixtes. D'après ce qu'on a pu constater à ce jour, la création de telles associations exige que l'on consacre beaucoup de temps à convaincre les membres de la nécessité de se faire mutuellement confiance et d'apprendre à travailler ensemble en vue d'un objectif commun. L'essentiel des efforts des ONG a porté sur les communautés de rapatriés, et les ONG ont maintenant le sentiment qu'on pourrait obtenir des résultats plus rapides en se focalisant sur les communautés de résidents.

12. **Restauration des infrastructures.** Les ONG ont également été des artisans majeurs de la reconstitution des infrastructures rurales, que ce soit sur leurs propres fonds ou en tant qu'agents d'exécution du Département de l'agriculture des États-Unis ou de l'UE. La nécessité d'une exécution rapide des projets a le plus souvent conduit à la confier à des organismes tiers sans guère de participation de la communauté. Mais, depuis quelque temps, certaines ONG, telles que CARE et World Vision, ont adopté une approche plus participative dans laquelle la communauté se charge de la construction des ouvrages et participe aux coûts en fournissant la main-d'œuvre et les matériaux. La réceptivité des communautés à cette approche a été assez variable.

13. **Stratégie du FIDA en Bosnie-Herzégovine.** La stratégie du FIDA pour la Bosnie-Herzégovine met l'accent sur le développement d'une approche intégrée dans laquelle les activités du projet sont corrélées et se complètent les unes les autres pour renforcer l'impact. Dans ce contexte général, l'accent sera mis sur les aspects suivants:

- a) **Participation.** La stratégie du FIDA mettra l'accent sur la participation effective des bénéficiaires à la gestion du projet de manière que l'approche participative du développement communautaire devienne le noyau autour duquel le concept de démarginalisation des pauvres puisse progresser. La participation effective exigera que les décideurs cèdent progressivement



une partie de leur pouvoir décisionnel aux communautés villageoises, les mettant ainsi en mesure de définir eux-mêmes leurs propres activités prioritaires dans le cadre des critères et des contraintes de ressources fixés par la direction du projet.

- b) **Amélioration de l'accès au financement.** Étant donné que l'accroissement de la productivité dépend largement de l'accès aux intrants, l'amélioration de l'accès des ruraux pauvres au crédit revêt une importance cruciale. Vu le climat de méfiance qui règne dans les banques commerciales et le caractère hiérarchisé des coopératives, on s'attachera à créer un réseau d'intermédiaires financiers ruraux autogérés, tels que des mutuelles de crédit ou des associations d'épargne et de crédit (AEC), qui pourront mobiliser l'épargne rurale et acheminer l'aide ciblée pour assurer le relais de financement qui fait actuellement défaut.
- c) **Création de revenus dans le secteur extra-agricole.** Étant donné le caractère limité de la base de ressources, la stratégie du FIDA mettra l'accent sur les possibilités de création de revenus tirés d'activités extra-agricoles par l'accroissement de la productivité des activités d'élevage et la promotion de micro-entreprises dans les secteurs de la production et des services, en veillant tout particulièrement à ce que les femmes aient accès aux investissements proposés.

14. **Liaison entre le secteur privé et les ruraux pauvres.** La stratégie du FIDA s'appuiera sur l'expérience acquise par les ONG dans la mobilisation et l'autonomisation des communautés en encourageant les ONG à prendre part aux interventions du FIDA pour assurer une liaison viable entre le secteur privé et les ruraux pauvres dans des domaines tels que la fourniture et la commercialisation d'intrants, et en facilitant l'application de technologies modernes.

DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET

A. Zone du projet et groupe cible

15. Les sites du projet pour la phase pilote ont été choisis avec soin pour assurer un environnement propice à l'instauration d'une production commerciale par les petits éleveurs en privilégiant les zones d'élevage traditionnel et en sélectionnant les communautés à l'intérieur des zones de desserte de petites laiteries privées pour assurer des liaisons avec le marché. Les zones du projet qui ont été initialement identifiées pour la FBiH sont Tesanj et Kakanj dans le canton 4 et la zone Gorni Vakuf-Bugojno-Dorni Vakuf dans le canton 6. En RS, les secteurs retenus sont classés comme municipalités extrêmement sous-développées ou sous-développées et représentent diverses zones agro-économiques associant des régions d'élevage de vaches laitières et d'élevage d'ovins. Les sites choisis pour la phase pilote comprennent: i) Nevesinje, Kalinovik et Berkovic; ii) Rogatica et Srpska Goradze; et iii) Derventa et Srpska Brod.

16. Le groupe cible se composera de petits paysans cultivant en moyenne une superficie de 3 à 5 ha et possédant moins de deux vaches, choisis parmi les résidents et les rapatriés, y compris de précédents emprunteurs du FIDA dans la zone du projet, en particulier ceux qui ont besoin d'un complément d'assistance pour être en mesure d'assurer le service de leurs prêts. On s'attachera tout spécialement à inclure très largement les femmes, qui occupent une place majeure dans l'élevage. Le groupe cible pour les activités de développement de l'élevage comprendra un groupe de base constitué de petits agriculteurs commerciaux spécialisés qui manquent actuellement de capitaux, d'agriculteurs à temps partiel qui souhaitent passer de la production de subsistance à la production semi-commerciale, ainsi que de précédents emprunteurs du FIDA. Le projet adoptera un système de ciblage différencié selon lequel les divers segments du groupe cible seront admis à participer à différentes activités du projet (voir tableau 1).

Tableau 1: Matrice de ciblage

Activité du projet	Précédents emprunteurs du FIDA		Nouveaux clients agriculteurs	Femmes	Entrepreneurs privés	Rapatriés
	Défaillants	Non-défaillants				
Membres d'une association de producteurs	X	X	X	X		X
Vulgarisation	X	X	X	X		X
Accès à une ligne de crédit officielle pour l'achat de bétail		X	X	*		X
Accès à une ligne de crédit PME		X		*	X	X
Accès aux services commerciaux et services consultatifs techniques		X		X	X	X
Adhésion aux AEC	*	X	X	X		X
Reconstruction d'infrastructures rurales	X	X	X	X	X	X

X = Accès à l'activité garanti
 * = Accès à l'activité possible

PME = Petites et moyennes entreprises
 AEC = Association d'épargne et de crédit

B. Objectifs et portée du projet

17. **Raison d'être du projet.** Le processus de transition et les ravages de la guerre ont perturbé le développement de l'économie rurale. L'impératif primordial pour redresser la situation est d'offrir des possibilités intéressantes de recettes et d'améliorer l'environnement rural global afin d'encourager les gens à rester dans les campagnes. Cela suppose qu'on reconstitue les troupeaux des quelques petits éleveurs commerciaux sur place et qu'on instaure un environnement plus stimulant en milieu rural en lançant la reconstruction de l'infrastructure rurale indispensable, en appuyant les services et l'accès au crédit pour la création de petites entreprises, de manière à assurer les liaisons annexes en aval et en amont nécessaires au développement de l'élevage.

18. Une autre contrainte tient au manque de financements à court et à moyen terme. Comme les banques commerciales ne fournissent actuellement pas de crédit agricole ou rural, il faut se tourner vers le secteur financier institutionnalisé et le convaincre que le crédit agro-rural peut être pour lui une opération profitable et viable. Le projet contribuera notablement à réorienter l'activité des institutions de crédit et à développer des services de crédit rural dans l'intérêt du secteur agricole à plus long terme.

19. Ainsi, le projet complétera l'aide accordée par d'autres donateurs et permettra ainsi au FIDA d'affirmer son identité dans ce nouveau créneau. En effet, alors que l'assistance apportée au pays est encore essentiellement centrée sur les conséquences de la guerre et s'adresse surtout aux rapatriés, la valeur ajoutée par l'approche du FIDA tient à ce qu'elle privilégie le développement et la correction des conséquences de la transition, tout en s'attachant à répondre aux besoins des populations résidentes, et à créer ainsi un meilleur environnement, auquel les rapatriés peuvent également participer.

20. **L'objectif général** du projet sera de mettre en place un modèle reproductible de petit élevage commercial viable qui montre le potentiel de production de revenu du secteur pastoral. Dans cette perspective, on s'efforcera d'aider les ruraux pauvres, hommes et femmes, à développer le petit élevage privé orienté vers le marché afin d'accroître durablement les revenus des ménages, d'assurer leur sécurité alimentaire et de contribuer à la stabilité sociale. Il s'agira en particulier: i) de soutenir le développement du petit élevage par la fourniture de crédit; ii) de favoriser l'accès des petits exploitants à des services appropriés d'appui technique; iii) de développer et d'améliorer les liaisons avec les marchés, spécialement avec les marchés laitiers; iv) de développer des possibilités



complémentaires/substitutives de revenus extra-agricoles qui favorisent les articulations en amont et en aval pour les petits éleveurs et contribuent à la relance des services ruraux; v) de reconstruire l'infrastructure rurale essentielle pour créer un environnement propice au retour des personnes déplacées en leur permettant de mener des activités économiques.

21. Le projet se propose d'appliquer une stratégie de restauration des régions rurales par l'établissement de solides articulations avec les marchés d'intrants et de produits, facilitant ainsi la création et la promotion d'organisations paysannes de base telles que des associations de producteurs, le but étant de les mettre en mesure de procurer à leurs membres des services efficaces et adaptés à la demande. On s'attachera aussi à créer des entités économiques viables par l'amélioration des conditions de tenure et la création et le soutien de micro-entreprises. Toujours dans cette optique, le projet établira un système souple de financement rural répondant aux besoins en crédit à court, moyen et long terme des éleveurs, des petites entreprises et des activités génératrices de revenus. Il sera créé des associations de producteurs et des AEC auxquelles les femmes pourront adhérer sur un pied d'égalité avec les hommes.

C. Composantes

22. **Développement de l'élevage et des entreprises.** Le projet: i) appuiera la création d'associations de producteurs pour faciliter l'accès aux marchés par l'aménagement de centres de collecte du lait et pour fournir aux membres des services tels que messages de vulgarisation, services vétérinaires, location de machines pour la production de fourrage, assistance pour la location de terres et fourniture d'intrants en gros; ii) améliorera les messages de vulgarisation aux petits éleveurs par la formation d'éleveurs pilotes/personnes ressources parmi les membres des associations de producteurs et la formation de formateurs au niveau de la municipalité et de l'entité; iii) ouvrira une ligne de crédit par l'intermédiaire d'une banque commerciale pour l'octroi de prêts en espèces pour l'achat de bétail et l'appui au développement d'entreprises; et iv) concourra au développement de petites laiteries privées par des conseils en matière de stratégie de commercialisation, de développement de produits, de gestion de laiteries, et de crédit pour renforcer les compétences d'un groupe d'appui au développement laitier dans chaque entité.

23. **Microfinancement.** Le projet favorisera le développement à l'échelle expérimentale d'AEC villageoises autogérées qui donneraient aux intéressés, hommes ou femmes, accès à plusieurs cycles de petits prêts pour la constitution de fonds de roulement et le développement d'activités rémunératrices supplémentaires. Une fois mise en place la législation appropriée, la mobilisation de l'épargne serait encouragée. En attendant, le projet accordera aux associations une subvention de départ destinée à augmenter leurs fonds propres pour leur permettre d'octroyer des prêts à leurs membres. Le projet ouvrira une ligne de crédit destinée aux AEC pour des opérations de rétrocession une fois qu'elles auront prouvé leur aptitude à gérer prudemment les activités de crédit. Il sera passé un contrat avec une ONG expérimentée ou une institution locale de microfinancement pour promouvoir et appuyer les AEC par la création d'une organisation indépendante de microcrédit pour le projet, qui pourra ultérieurement appartenir aux AEC par le biais d'une structure fédérale.

24. **Reconstruction des infrastructures rurales.** Le projet appuiera la reconstruction d'infrastructures communautaires (approvisionnement en eau et électricité, routes villageoises, écoles et équipements sanitaires, entre autres) afin de rétablir un environnement dans lequel les populations rurales puissent mener une vie économique et sociale normale. La reconstruction des infrastructures se fondera sur la participation des communautés qui seront associées au recensement des besoins, à la planification et à l'exécution. Elles devront en outre participer aux coûts de reconstruction, principalement en fournissant la main-d'œuvre et les matériaux locaux. Les communautés exécuteront elles-mêmes les petits ouvrages, tandis que les entrepreneurs seront chargés de travaux plus importants. Il sera fait appel à une ONG pour gérer l'approche participative.



25. **Fonds pour les initiatives de développement (FID).** Le coût de base du FID sera de 2,3 millions de USD: 1,2 million de USD pour la FBiH et 1,1 million de USD pour la RS. Le projet prévoit un FID pour que l'on dispose de la souplesse voulue pour diriger les fonds vers les zones de demande et vers les composantes pour lesquelles on a obtenu de bons résultats. Ces fonds peuvent être alloués à l'une quelconque des composantes du projet après un bilan à mi-parcours effectué dans la troisième année. Les critères proposés pour l'utilisation du FID sont les suivants:

- a) les montants prélevés sur le FID seront affectés à l'expansion d'activités déjà en place pour des activités pertinentes identifiées au moyen de processus participatifs, par exemple des demandes émanant des associations de producteurs;
- b) chaque activité proposée sera examinée au regard des résultats antérieurs de la composante pertinente du projet;
- c) chaque activité sera évaluée en fonction de sa contribution à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration du sort des bénéficiaires.

26. **Gestion du projet.** Le projet financera le personnel supplémentaire et les coûts de fonctionnement des unités de coordination du projet qui seront établies dans chacune des deux entités.

27. La santé animale est devenue une préoccupation majeure de tous les donateurs intervenant dans le secteur de l'élevage, en particulier depuis la dernière poussée épidémique de brucellose et de fièvre Q. En conséquence, plusieurs grands donateurs patronnent des programmes et projets en rapport avec la santé animale, notamment l'UE (programmes centrés sur le dépistage des maladies animales, le diagnostic et le contrôle sanitaire) et l'Office allemand de coopération technique (GTZ)(appui à la privatisation dans la profession vétérinaire). Le projet parrainé par le GTZ, qui a été lancé en 1999, se poursuivra au moins jusqu'à ce que la législation appropriée ait été mise au point et adoptée.

28. Le projet appuiera les stratégies d'amélioration de la santé animale en mettant l'accent sur trois éléments importants: i) complémentarité et harmonisation avec d'autres programmes afin d'éviter les doubles emplois et une allocation inefficace des ressources; ii) recours aux ONG et aux fournisseurs de services privés pour l'exécution directe du projet afin d'assurer l'application de procédures de ciblage transparentes, l'établissement de programmes de travail participatifs et de systèmes de suivi; et iii) organisation directe, à l'intention des bénéficiaires de la zone du projet, d'interventions en auto-assistance fondées sur la demande moyennant:

- a) l'amélioration des pratiques d'élevage;
- b) l'ouverture d'une ligne de crédit, par le canal des banques commerciales, pour appuyer l'action du GTZ dans la privatisation de la profession vétérinaire par la création de petits dispensaires vétérinaires privés dans les villages;
- c) l'ouverture d'une ligne de crédit par le canal de banques commerciales pour répondre aux besoins de crédit pour la constitution de fonds de roulement;
- d) la création d'AEC villageoises qui offriront à leurs membres une source fiable de crédit à court terme pour, entre autres, l'achat de médicaments et le paiement de services de vétérinaires; et
- e) la création d'associations de producteurs avec l'aide d'ONG qualifiées afin de promouvoir l'auto-assistance parmi les éleveurs. Il s'agira aussi d'assurer la formation de ces éleveurs et de leur fournir un accès plus efficace à l'information et à la technologie appropriées, de leur présenter des procédures novatrices dans le cadre de démonstrations et de renforcer leur pouvoir de négociation sur les marchés d'intrants et de produits agricoles.

D. Coûts et financement du projet

29. Le coût total du projet sur six ans est estimé à 25,5 millions de USD (16,5 millions de USD pour la FBiH et 9,0 millions de USD pour la RS). Le prêt proposé du FIDA, d'un montant de 12,0 millions de USD, financera 47% des coûts totaux, à raison de 6,0 millions de USD pour la FBiH et 6,0 millions de USD pour la RS. Le Fonds pour le développement international de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a déjà approuvé en novembre 2000 une contribution de 5,0 millions de USD à titre de financement parallèle uniquement pour la reconstruction de l'infrastructure rurale en FBiH, ce qui représente 20% du coût total du projet. La contribution du Gouvernement de la FBiH s'élèvera à 3,5 millions de USD, tandis que celle du Gouvernement de la RS sera de 2,1 millions de USD. Les bénéficiaires apporteront 2,9 millions de USD. On trouvera une récapitulation des coûts au tableau 2, et le plan de financement au tableau 3.

Tableau 2 - Résumé des coûts du projet^a
(en milliers de USD)

Composantes	Fédération de Bosnie-Herzégovine			Republika Srpska			Total Bosnie-Herzégovine			% en devises	% des coûts de base
	Monnaie locale	Devises	Total	Monnaie locale	Devises	Total	Monnaie locale	Devises	Total		
Développement élevage & entreprises	4 265	291	4 557	2 966	210	3 177	7 232	502	7 733	6	31
Microfinancement	1 556	135	1 691	1 562	135	1 697	3 117	271	3 388	8	14
Reconstruction des infrastructures rurales	5 137	2 244	7 381	1 032	466	1 497	6 169	2 710	8 879	31	36
Gestion et coordination du projet											
Gestion du projet	1 003	268	1 271	991	260	1 250	1 993	528	2 521	21	10
Fonds pour les initiatives de développement	764	470	1 234	683	420	1 103	1 446	890	2 336	38	9
Total partiel gestion et coordination du projet	1 767	738	2 505	1 673	680	2 353	3 440	1 418	4 857	29	20
Coûts de base totaux	12 725	3 409	16 134	7 233	1 491	8 724	19 957	4 900	24 857	20	100
Provisions pour aléas d'exécution	66	71	137	48	43	91	113	114	228	50	1
Provisions pour aléas financiers	157	76	233	127	44	171	284	120	404	30	2
Coûts totaux du projet	12 947	3 556	16 503	7 408	1 578	8 986	20 355	5 134	25 489	20	102

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres..

Tableau 3 - Plan de financement^a
(en milliers de USD)

Composantes	Gouvernement		FIDA		OPEP		Bénéficiaires		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Fonds	%	Montant	%	Montant	%			
A. Développement élevage et entreprises	2 570	33	4 994	63	-	-	338	4	7 902	31	554	7 276	72
B. Microfinancement	308	9	2 299	66	-	-	863	25	3 470	14	297	2 866	308
C. Reconstruction des infrastructures rurales	1 279	14	1 010	11	5 000	56	1 706	19	8 995	35	2 799	5 321	875
D. Gestion et coordination du projet													
1. Gestion du projet	1 315	47	1 471	53	-	-	-	-	2 786	11	595	1 532	659
2. Fonds pour les initiatives de développement	111	5	2 225	95	-	-	-	-	2 336	9	890	1 335	111
Total partiel gestion et coordination du projet	1 426	28	3 696	72	-	-	-	-	5 122	20	1 485	2 867	770
Total des décaissements	5 582	22	12 000	47	5 000	20	2 907	11	25 489	100	5 134	18 330	2 024

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

30. **Passation des marchés.** Les marchés de biens et services financés par le prêt du FIDA seront passés selon les directives du Fonds en la matière, tandis que pour les marchés relevant du prêt du Fonds de l'OPEP, les directives dudit fonds seront appliquées. Les biens et équipement d'une valeur inférieure ou égale à 20 000 USD seront achetés auprès de fournisseurs locaux après examen de devis soumis par au moins trois candidats. Pour les contrats d'une valeur totale inférieure à 5 000 USD, il sera appliqué les procédures d'achat de gré à gré. Les marchés de biens et d'équipements d'une valeur comprise entre 20 000 et 100 000 USD seront passés par appel d'offres local, tandis que les biens et services d'une valeur égale ou supérieure à 100 000 USD seront soumis à la procédure d'appel d'offres international. En raison de la nécessité de développer les capacités locales, les contrats relatifs aux services d'ONG et aux travaux de génie civil feront l'objet d'appels d'offres nationaux, bien que cette procédure autorise les ONG internationales opérant dans le pays à soumissionner. Les services d'assistance technique de courte durée seront recrutés par entente directe sur la base de listes restreintes et selon les procédures du FIDA et du cofinanceur; les mandats, qualifications et conditions d'emploi des prestataires de services devront être jugés satisfaisants par le FIDA et le cofinanceur. On se propose, chaque fois que possible, de procéder à des achats groupés pour des articles tels que véhicules et équipements, dans l'intérêt d'un meilleur rapport coûts/efficacité.

31. **Décaissements.** Le prêt proposé du FIDA, d'un montant de 9,55 millions de DTS, sera décaissé sur une période de six ans à compter de la date d'effet du prêt. Les décaissements du FIDA se feront selon les conditions stipulées dans l'accord de prêt et les Conditions générales.

32. **Comptes.** Les unités de coordination du projet (UCP) tiendront une comptabilité complète selon les exigences du FIDA et les normes comptables internationalement reconnues. Chaque fournisseur de services tiendra des comptes distincts. Les UCP soumettront chaque semestre au FIDA pour examen les états financiers consolidés. Un compte spécial en devises, d'un montant n'excédant pas 500 000 USD, sera ouvert pour chaque entité dans une banque commerciale ou toute autre banque agréée par le FIDA.

33. **Vérification des comptes.** Un commissaire aux comptes local et/ou un commissaire aux comptes de renom international, agréés par le FIDA, vérifieront annuellement les comptes du projet et tous les comptes distincts des fournisseurs de services. Le commissaire aux comptes local vérifiera tous les états de dépenses et les mouvements du compte spécial. Le commissaire aux comptes international fournira un avis spécifique sur les procédures de passation de contrats avec les prestataires de services, sur leur responsabilité redditionnelle et sur leur gestion des ressources du programme. Le rapport annuel de vérification des comptes sera soumis au gouvernement et au FIDA dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice financier.

34. **Rapports.** Les prestataires de services établiront et soumettront aux UCP des rapports trimestriels d'avancement couvrant les aspects financiers et matériels. Les UCP élaboreront à leur intention des modèles de compte rendu et ces rapports feront partie intégrante des conditions du contrat. Les UCP élaboreront des rapports semestriels et annuels d'avancement consolidés, qu'ils soumettront aux comités de pilotage du projet (CPP), au ministère d'État des relations économiques et du commerce extérieur, au FIDA et à l'institution coopérante.

F. Organisation et gestion

35. **Phase de préexécution.** Le FIDA financera des activités de préexécution sur une période de trois à six mois, tant en FBiH qu'en RS, au moyen d'un don du mécanisme spécial d'intervention spécial, qui servira principalement à faciliter le lancement du projet jusqu'à ce que les UCP soient pleinement opérationnelles. Plus précisément, avec l'aide d'un diligenteur de projet expérimenté recruté au plan international, on établira: a) un programme de travail annuel et budget (PTBA) pour la première année; b) des projets de contrats pour: i) les dossiers d'appels d'offres pour les premiers marchés de biens et services, notamment assistance technique et services; ii) les accords subsidiaires avec diverses banques commerciales, et c) le système de suivi et d'évaluation (S&E). Les activités de préexécution incluront aussi l'organisation de l'atelier de démarrage du projet.

36. Les Ministères de l'agriculture des deux entités seront directement responsables de l'exécution du projet. En FBiH, le Ministère de l'agriculture et des eaux et forêts déléguera cette responsabilité à l'UCP, qui sera constituée en restructurant l'actuelle unité d'exécution de projets pour y incorporer des agents ayant l'expérience requise pour gérer le nouveau projet. En RS, le Ministère de l'agriculture et des eaux et forêts déléguera les responsabilités à l'UCP faîtière créée pour le projet d'aide à la reconstruction, qui rétablira une UCP agricole distincte pour la gestion du projet.

37. **Comité mixte de coordination.** Le Ministère fédéral de l'agriculture, de la gestion des eaux et des forêts de la FBiH et le Ministère de l'agriculture, des eaux et des forêts de la RS sont convenus de créer un comité mixte de coordination dont la présidence sera assurée par chaque Ministre de l'agriculture, à tour de rôle. Le comité se réunit deux fois par an. Il a pour objectif de coordonner les efforts entrepris par les deux ministères pour harmoniser les activités d'exécution de leurs parties respectives du projet, plus précisément et autant que possible en ce qui concerne la passation des marchés, l'amélioration génétique des troupeaux, la santé animale, et le suivi et l'évaluation. À cet effet, la FBiH et la RS ont signé un protocole de coopération. Les deux parties sont convenues de mettre à profit ce projet pour engager une concertation politique de manière à synchroniser leurs politiques et stratégies respectives de développement de l'élevage.

38. **Comités de pilotage du projet.** Il sera établi dans chaque entité un CPP présidé par le Ministère de l'agriculture et composé de représentants du Ministère des finances et d'autres ministères compétents, du Ministère d'État des relations économiques et du commerce extérieur, de l'agence de supervision des banques et de représentants des parties prenantes, y compris de représentantes des femmes. Le CPP se réunira deux fois par an pour donner des orientations conceptuelles et stratégiques, examiner la performance du projet, examiner et approuver les PTBA, veiller à la cohésion de la planification et de la budgétisation et résoudre tous problèmes d'exécution.

39. **Unités de coordination du projet.** Les UCP seront des organes de coordination plutôt que d'exécution. Elles seront chargées de la programmation annuelle, de la gestion financière, de la sous-traitance et de la supervision des organismes d'exécution, du suivi de la mise en œuvre, des comptes rendus et de l'évaluation. Elles devront pour cela réunir un large éventail de compétences et comprendre dans leurs effectifs un directeur/spécialiste de l'élevage, un expert en développement d'entreprises, un économiste/spécialiste du S&E, un comptable/chargé des achats, un(e) secrétaire/traducteur(trice) et un chauffeur. On recrutera un ingénieur rural à titre de consultant pour la supervision et le suivi de l'exécution du programme d'infrastructures rurales, ainsi que des consultants additionnels pour de courtes périodes pour appuyer en fonction des besoins les activités du projet.

40. **Ateliers d'exécution.** Afin de promouvoir la coopération entre les deux UCP, on organisera chaque année des ateliers d'exécution inter-entités regroupant tous les organismes d'exécution des deux entités, pour qu'ils échangent leurs constatations respectives sur le déroulement de l'exécution, apprennent à mieux connaître les meilleures pratiques élaborées dans chaque entité et suivent l'impact du projet.



41. **Suivi et évaluation participatifs.** Le projet établira des procédures visant à obtenir l'opinion de sa clientèle sur l'efficacité des activités. Les enseignements ainsi recueillis seront intégrés dans le processus d'examen annuel, qui à son tour conduira à des ajustements et révisions du processus d'exécution. Au moins une fois par an, des paysans/paysannes de villages choisis dans la zone du projet rencontreront des représentants de l'UCP, de l'ONG (ou des ONG) et des principaux prestataires de services d'assistance technique pour faire le point de l'avancement et de la performance de chacune des composantes du projet, spécialement en ce qui concerne les difficultés et obstacles rencontrés, le degré de réceptivité des personnels du projet et de l'organisme d'exécution, l'utilité des messages techniques, les solutions trouvées pour surmonter les problèmes, la réalisation des objectifs matériels et financiers; et les aspects négligés par le projet. Les résultats de ces analyses seront portés sur l'ordre du jour du processus de planification pour le PTBA suivant.

42. Une partie des activités de S&E participatives porteront sur les groupements féminins dans le but de déterminer le degré de participation des femmes aux activités du projet, les bienfaits obtenus et leur impact sur le statut des femmes dans la famille et sur leur rôle dans les affaires de la communauté, s'agissant des problèmes tant économiques et sociaux.

43. **Évaluation de l'impact.** Pour assurer l'adaptation du projet à l'évolution du contexte, le processus de planification et d'exécution sera dynamique de manière à garantir que les activités du projet répondent aux besoins et aux impératifs de performance. Les éléments essentiels de ce processus seront le cadre logique et le PTBA. Le cycle annuel de planification se déroulera en quatre étapes successives:

- a) **Planification.** Le PTBA définira les activités, les objectifs, les résultats et les apports conformément aux buts énoncés dans le cadre logique. Les activités seront à leur tour établies à partir des programmes de travail des organismes d'exécution, ce qui garantira qu'elles répondent aux besoins et aux aspirations de la clientèle du projet – aussi bien institutions communautaires qu'individus.
- b) **Suivi.** Le suivi sera orienté sur l'impact afin de déterminer en permanence l'efficacité et la pertinence des opérations du projet. Il sera à l'affût des signes indiquant la nécessité de mesures correctives.
- c) **Rétro-information et confrontation à la réalité.** Une série d'ateliers de bilan périodique organisés au niveau de la communauté fourniront à toutes les parties prenantes la possibilité: de déterminer dans quelle mesure la conception globale du projet continue de répondre aux besoins de la population visée, d'évaluer la performance des opérations et de diffuser les meilleures pratiques à intégrer dans la conception et l'exécution du projet. L'organisation d'ateliers inter-entités permettra de faire profiter chacune des deux entités des meilleures pratiques élaborées dans l'autre. Les études sur les problèmes de parité hommes-femmes permettront d'apporter les modifications qui s'imposent à la stratégie pertinente du projet.
- d) **Affinage de la conception du projet.** Les indications retirées des étapes précédentes seront utilisées pour le prochain cycle de planification, ce qui permettra d'affiner la conception du projet et notamment de modifier le cadre logique en fonction de l'évolution du contexte et des réalités de l'exécution.

G. Justification économique

44. Environ 21 000 ménages dans 16 sites d'intervention du projet devraient bénéficier d'une augmentation de revenus accrus, d'une plus grande sécurité alimentaire et d'une meilleure infrastructure rurale. Les femmes bénéficieront d'un accès au crédit dont elles ne disposaient pas



auparavant. Leur savoir et leurs savoir-faire seront renforcés, de même que leur rôle dans les démonstrations technologiques et leur participation à la gestion des associations de producteurs et des associations d'épargne et de crédit leur donneront plus de poids dans la communauté.

H. Risques

45. **Concurrence de produits importés.** La poursuite ou l'augmentation des importations de produits laitiers pourraient compromettre les laiteries locales si elles ne sont pas capables de développer des créneaux commerciaux. Présentement, la production locale est plus avantageuse que le lait importé mais laisse à désirer quant à la qualité. Pour y remédier, le projet fournira les intrants nécessaires à l'amélioration de la chaîne producteur-consommateur.

46. **Articulations avec le secteur privé.** L'établissement d'articulations avec des laiteries privées risque d'entraîner une exploitation des producteurs. Très réel dans le cas de producteurs isolés, ce risque est beaucoup moins grand pour des producteurs groupés. C'est pourquoi le projet prévoit la création d'associations de producteurs.

47. **Attitudes de dépendance.** Il est difficile de savoir dans quelle mesure les énormes flux d'assistance qui se sont déversés sur le pays ont engendré des attitudes de dépendance difficiles à réformer. Le phénomène affecterait tout spécialement le mécanisme de crédit rural que le projet se propose de mettre en place et qui suppose, pour être solide et efficace, de bonnes performances de remboursement. La fourniture de crédit à des familles de rapatriés ne va pas sans risques. C'est pourquoi la conception du projet ne prévoit la fourniture de crédit que dans les régions où ces familles se sont stabilisées.

I. Impact sur l'environnement

48. Le projet proposé sera écologiquement neutre ou bénéfique. L'effectif du cheptel en Bosnie-Herzégovine est nettement inférieur à ce qu'il était auparavant, et la quantité totale de provende provenant du pâturage naturel et de la production fourragère pourrait facilement dépasser les besoins des bestiaux, cela sans compter que le projet contribuera à accroître la productivité des sources de fourrage. Comme le projet vise à accroître la production par animal, le nombre total de têtes de bétail restera inférieur à son niveau d'avant-guerre. La quantité de gaz nocifs, tels que le méthane, émis par animal ne baissera pas, mais, du fait que l'effectif du cheptel a diminué, le volume total de ces gaz est aussi moindre. Le fumier sera utilisé comme fertilisant organique, ce qui contribuera à accroître la fertilité et la stabilité des sols tout en réduisant la pollution résultant de l'usage excessif de fertilisants minéraux.

49. Au regard des critères de classification du FIDA et attendu que ses effets sur le cadre physique et les ressources naturelles seront minimes, le projet mérite d'être classé dans la catégorie C.

J. Aspects novateurs

50. Le projet présente plusieurs aspects novateurs qui vont dans le sens de la stratégie du FIDA. Il envisage de déléguer des responsabilités aux collectivités locales et, par le canal des associations de producteurs, des associations d'épargne et de crédit et des comités de microprojets, de renforcer le rôle des institutions communautaires dans la planification et la gestion d'initiatives de développement, les incitant ainsi à compter sur elles-mêmes. Le projet crée des articulations avec le secteur privé par le développement de partenariats commerciaux entre associations de producteurs et laiteries privées. Enfin, l'implication des ONG en tant qu'organismes majeurs d'exécution est un aspect nouveau de l'engagement du FIDA en Bosnie-Herzégovine.

TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

51. Un accord de prêt entre la Bosnie-Herzégovine et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

52. La Bosnie-Herzégovine est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

53. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

54. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la Bosnie-Herzégovine un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à neuf millions cinq cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (9 550 000 DTS) venant à échéance le 15 avril 2041 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Lennart Båge

RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ

(Négociations de prêt conclues le 20 avril 2001)

Accord de prêt

1. **Plans de travail et budgets annuels.** Les UCP prépareront, chacune en ce qui la concerne, des plans de travail et budgets annuels (PTBA) pour chaque année du projet. Chaque UCP soumettra les projets de PTBA au Comité de pilotage du projet (CPP) compétent, pour approbation. Après approbation, le CPP soumettra chaque projet de PTBA au FIDA, pour observations et approbation, au plus tard 60 jours après le début de l'année du projet concernée. Les CPP adopteront, chacun en ce qui le concerne, les PTBA substantiellement dans la forme approuvée par le FIDA.

2. **Compte du projet.** Dès que possible après la date du présent accord mais en aucun cas plus de 30 jours après la date d'entrée en vigueur, la Fédération de Bosnie-Herzégovine (la Fédération) et la République Srpska (RS) ouvriront, chacune en ce qui la concerne, et entretiendront auprès d'une banque proposée par la Bosnie-Herzégovine et agréée par le FIDA, un compte courant libellé en BAM pour les opérations du projet.

3. **Mise à disposition de ressources supplémentaires.** La Bosnie-Herzégovine fera en sorte que la Fédération et la RS mettent à disposition des fonds de contrepartie provenant de leurs ressources propres pendant la période d'exécution du projet pour un montant global de 2 150 000 USD en ce qui concerne la Fédération et de 1 400 000 en ce qui concerne la RS, non compris un montant couvrant les impôts d'environ 1 315 000 USD pour la Fédération et 709 000 USD pour la RS, conformément aux accords subsidiaires respectifs. À cet effet, la Fédération et la RS déposeront, dans les meilleurs délais, mais en aucun cas plus de 30 jours après la date d'entrée en vigueur, des fonds de contrepartie d'un montant initial équivalant à 350 000 USD sur le compte du projet de la Fédération et à 250 000 USD sur le compte du projet de la RS pour couvrir la première année du projet et réapprovisionneront ensuite leurs comptes du projet respectifs en déposant chaque année, à l'avance, les fonds de contrepartie prévus dans leurs PTBA respectifs pour l'année du projet concernée.

4. **Acheminement des ressources du projet.** La Bosnie-Herzégovine transférera les fonds disponibles et autres ressources prévues dans les PTBA à la Fédération et à la RS, respectivement, conformément aux accords subsidiaires conclus avec la Fédération et la RS, respectivement. La Fédération et la RS transféreront les fonds disponibles et autres ressources prévues dans leurs PTBA respectifs aux banques commerciales participantes et à l'organisme de microcrédit du projet, au titre de la ligne de crédit en faveur de l'élevage et de petites et moyennes entreprises, de la rétrocession aux associations de crédit et de la ligne de crédit en faveur du microfinancement, respectivement.

5. **Résiliation.** Le FIDA peut mettre fin au droit de la Bosnie-Herzégovine de solliciter des retraits du compte de prêt, si l'un des faits ci-après se produit:

a) l'examen à mi-parcours a abouti à la recommandation qu'il soit mis fin au projet.

b) le FIDA a établi, pour tout contrat devant être financé par les fonds provenant du prêt, que des représentants de la Bosnie-Herzégovine ou un bénéficiaire du prêt se sont livrés à des malversations ou à des pratiques frauduleuses lors de la passation ou de l'exécution du contrat, sans que la Bosnie-Herzégovine n'ait pris en temps utile des mesures appropriées et jugées satisfaisantes par le FIDA pour remédier à la situation, et le FIDA a déterminé le montant des dépenses afférentes à ce contrat qui auraient autrement été admises à un financement sur les fonds provenant du prêt.

6. **Conditions de versement.** a) Aucun retrait ne peut être effectué au titre de dépenses relatives à la composante microfinancement du projet tant que les conditions suivantes ne sont pas remplies:

- i) les règlements en matière de crédit sont approuvés par le FIDA sous forme de projet;
- ii) en ce qui concerne toute banque commerciale participante, un accord de prêt subsidiaire a été approuvé par le FIDA sous forme de projet.

b) Aucun retrait ne peut être effectué du FID. Toute réaffectation à d'autres catégories, activités ou zones ne peut être faite qu'après examen des progrès accomplis dans l'exécution du projet et conformément aux conditions et modalités dont il sera convenu par la Bosnie-Herzégovine, le FIDA et l'organisme concerné.

7. **Conditions préalables à l'entrée en vigueur.** L'entrée en vigueur de l'accord de prêt est subordonnée à la réalisation des conditions préalables suivantes:

- a) un directeur de projet/spécialiste de l'élevage pour chaque UCP a été dûment nommé par la Fédération et la RS, respectivement, et agréé par le FIDA;
- b) les CPP ont été dûment constitués;
- c) les UCP ont été dûment créées;
- d) le présent accord a été dûment signé, et la signature et l'exécution dudit accord par la Bosnie-Herzégovine ont été dûment autorisées et ratifiées par toutes les instances administratives et gouvernementales compétentes;
- e) les accords de projet concernant la Fédération et la RS ont été dûment signés;
- f) les accords subsidiaires concernant la Fédération et la RS ont été approuvés par le Fonds sous forme de projet;
- g) la Bosnie-Herzégovine a remis au FIDA un avis (ou des avis) juridiques favorables, émis par le Conseil des ministres de la Bosnie-Herzégovine ou toute autre autorité compétente agréée par le FIDA et dont la forme et le fond ont été jugés acceptables par celui-ci.

Accords de projet concernant la Fédération de Bosnie-Herzégovine et la République Srpska

8. **Directeurs de projet.** La Fédération et la RS nommeront chacune en ce qui la concerne un directeur de projet avant la date d'entrée en vigueur. Les directeurs de projet seront nommés par voie d'appel à candidatures ouvert, sous réserve de l'agrément préalable du FIDA. Les directeurs de projet devront avoir des qualifications, une expérience et un niveau jugés satisfaisants par le FIDA et ne pourront être révoqués qu'après consultation de celui-ci.

9. La Fédération et la RS veilleront, chacune en ce qui la concerne, à ce que, lorsque des équipements sociaux tels qu'écoles et dispensaires doivent être reconstruits au titre de la composante infrastructure rurale, les autorités compétentes prévoient le budget nécessaire pour que ces équipements puissent fonctionner pleinement et continûment.

10. La Fédération et la RS veilleront à ce que les communautés ou toute autre autorité compétente s'engagent à financer l'entretien régulier de tout ouvrage d'infrastructure rurale reconstruit dans le cadre du projet.

11. La Fédération et la RS conviennent, chacune en ce qui la concerne, de passer avec des ONG, y compris des ONG internationales, des contrats de prestations de services pour l'exécution d'activités définies du projet telles que la promotion et le soutien des associations de producteurs et la création d'associations d'épargne et de crédit, en tant que de besoin, et d'utiliser les fonds provenant du prêt pour financer les services de ces ONG. Au cas où d'autres financements seraient fournis à cette fin par des sources bilatérales ou par d'autres donateurs, les fonds provenant du prêt seront affectés au FID.
12. La Fédération et la RS s'assureront, chacune en ce qui la concerne, que toutes les ONG participant au projet sont sélectionnées sur la base de critères agréés par le FIDA et selon un processus de présélection et d'appel à la concurrence conformément aux directives du FIDA en matière de passation des marchés.
13. La Fédération et la RS utiliseront, chacune en ce qui la concerne, les fonds provenant du prêt pour le financement d'apports d'assistance technique spécifiés par le FIDA. Au cas où d'autres financements seraient fournis à cette fin par des sources bilatérales ou par d'autres donateurs, les fonds provenant du prêt seront affectés au FID.
14. La Fédération et la RS s'assureront, chacune en ce qui la concerne, que la sélection des localités et des groupes-cibles pour la phase d'élargissement du projet est faite conformément à des critères convenus avec le FIDA.
15. **Règlement en matière de crédit.** Chaque UCP préparera un projet de règlement relatif aux composantes microfinancement, dans les meilleurs délais, mais en aucun cas plus de 90 jours après la date d'entrée en vigueur. Les UCP soumettront le projet de règlement en matière de crédit aux CPP pour approbation. Après approbation par les CPP, les UCP soumettront, chacune en ce qui la concerne, le projet de règlement en matière de crédit au FIDA pour observations et approbation. Chaque CPP adoptera le règlement en matière de crédit le concernant, substantiellement dans la forme approuvée par le FIDA, en vue de son application à tous les crédits consentis aux bénéficiaires du projet et financés (directement ou indirectement) par le prêt.
16. **Fonds renouvelable.** Chaque UCP fera en sorte que les banques commerciales participantes et l'organisme de microcrédit établissent et entretiennent un fonds renouvelable où seront versées toutes les recettes nettes provenant des crédits consentis aux bénéficiaires du projet et financés (directement ou indirectement) par le prêt. Les banques commerciales participantes et l'organisme de microcrédit utiliseront le fonds renouvelable pour financer des crédits supplémentaires en faveur des bénéficiaires du projet conformément à l'accord de prêt au moins jusqu'à la date qui sera spécifiée dans l'accord de prêt subsidiaire pertinent ou, si aucune date n'est mentionnée, jusqu'à ce que les paiements au titre du service du prêt aient été effectués en totalité.
17. a) La Fédération fournira au minimum 1 500 000 USD prélevés sur les remboursements issus des projets précédemment financés par le FIDA aux fins de la ligne de crédit prévue dans le présent projet.
- b) La RS fournira au minimum 1 000 000 de USD prélevés sur les remboursements issus des projets précédemment financés par le FIDA aux fins de la ligne de crédit prévue dans le présent projet.
18. Les bénéficiaires des projets précédemment financés par le FIDA dans la Fédération et dans la RS peuvent bénéficier des activités ci-après du projet: i) accès aux associations de producteurs; ii) services de vulgarisation; et iii) infrastructure rurale. Les bénéficiaires des mêmes projets peuvent bénéficier des activités ci-après seulement s'ils se sont acquittés régulièrement de leurs obligations de remboursement dans le cadre de ces projets: i) accès à la ligne de crédit pour les achats de bétail; ii) accès aux lignes de crédit en faveur des petites et moyennes entreprises; iii) accès aux services de conseils techniques et commerciaux; iv) accès aux associations d'épargne et de crédit.



ANNEXE

19. **Exonération d'impôts.** La Bosnie-Herzégovine, la Fédération et la RS exonéreront d'impôts, chacune en ce qui la concerne, l'importation, l'achat et la fourniture de tous biens, ouvrages de génie civil et services financés par le prêt.

20. **Assurance du personnel du projet.** La Fédération et la RS assureront, chacune en ce qui la concerne, le personnel du projet contre les risques de maladie et d'accident conformément à de saines pratiques commerciales.

COUNTRY DATA – BOSNIA AND HERZEGOVINA

Land area (km² thousand) 1997 1/	51	GNP per capita (USD) 1998 2/	estimated 760-3 030
Total population (million) 1998 1/	3.8	Average annual real rate of growth of GNP per capita, 1990-98 2/	n.a.
Population density (people per km²) 1998 1/	74	Average annual rate of inflation, 1990-98 2/	n.a.
Local currency	Convertible Mark (BAM)	Exchange rate: USD 1 =	BAM 2.0
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1980-98 1/	-0.5	GDP (USD million) 1998 1/	n.a.
Crude birth rate (per thousand people) 1998 1/	13	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1980-90	n.a.
Crude death rate (per thousand people) 1998 1/	7	1990-98	n.a.
Infant mortality rate (per thousand live births) 1998 1/	13	Sectoral distribution of GDP, 1998 1/	
Life expectancy at birth (years) 1998 1/	73	% agriculture	n.a.
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n.a.	% industry	n.a.
Poor as % of total rural population 1/	n.a.	% manufacturing	n.a.
Total labour force (million) 1998 1/	1.7	% services	n.a.
Female labour force as % of total, 1998 1/	38.1	Consumption, 1998 1/	
Education		General government consumption (as % of GDP)	n.a.
Primary school gross enrolment (% of relevant age group) 1997 1/	n.a.	Private consumption (as % of GDP)	n.a.
Adult literacy rate (% of total population) 1997 3/	n.a.	Gross domestic savings (as % of GDP)	n.a.
Nutrition		Balance of Payments (USD million)	
Daily calorie supply per capita, 1996 3/	2 277	Merchandise exports, 1998 1/	n.a.
Prevalence of child malnutrition (height for age % of children under 5) 1992-98 1/	n.a.	Merchandise imports, 1998 1/	n.a.
Prevalence of child malnutrition (weight for age % of children under 5) 1992-98 1/	n.a.	Balance of merchandise trade	n.a.
Health		Current account balances (USD million) before official transfers, 1998 1/	n.a.
Health expenditure, total (as % of GDP) 1990-98 1/	n.a.	after official transfers, 1998 1/	n.a.
Physicians (per thousand people) 1990-98 1/	0.52	Foreign direct investment, 1998 1/	n.a.
Percentage population without access to safe water 1990-97 3/	n.a.		
Percentage population without access to health services 1981-92 3/	n.a.	Government Finance	
Percentage population without access to sanitation 1990-97 3/	n.a.	Overall budget surplus/deficit (including grants) (as % of GDP) 1997 1/	n.a.
Agriculture and Food		Total expenditure (% of GDP) 1997 1/	n.a.
Food imports as percentage of total merchandise imports 1998 1/	n.a.	Total external debt (USD million) 1998 1/	n.a.
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 1995-97 1/	140	Present value of debt (as % of GNP) 1998 1/	n.a.
Food production index (1989-91=100) 1996-98 1/	n.a.	Total debt service (% of exports of goods and services) 1998 1/	n.a.
Land Use		Nominal lending rate of banks, 1998 1/	n.a.
Arable land as % of land area, 1997 1/	9.8	Nominal deposit rate of banks, 1998 1/	n.a.
Forest area (km ² thousand) 1995 1/	27.1		
Forest area as % of total land area, 1995 1/	53.1		
Irrigated land as % of cropland, 1995-97 1/	0.3		

n.a. not available.

Figures in italics indicate data that are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Report*, 2000

2/ World Bank, *Atlas*, 2000

3/ UNDP, *Human Development Report*, 1999

PREVIOUS IFAD LOANS

<i>Project No.</i>	<i>Project Name</i>	<i>Initiating Institution</i>	<i>Cooperating Institution</i>	<i>Lending Terms</i>	<i>Board Approval</i>	<i>Loan Effectiveness</i>	<i>Current Closing Date</i>	<i>Loan/Grant Acronym</i>	<i>Denominated Currency</i>	<i>Approved Loan/Grant Amount</i>
498	Farm Reconstruction Project - Re-stocking Activities	World Bank: IDA ^{1/}	World Bank: IDA	HC ^{2/}	17 Apr 96	16 May 96	31 Dec 97	G - I - 316 - BA	SDR	700 000
498	Farm Reconstruction Project - Re-stocking Activities	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	17 Apr 96	16 May 96	31 Dec 97	L - I - 408 - BA	SDR	4 350 000
1037	Small Farm Reconstruction and Development Project	IFAD	UNOPS	HC	30 Apr 97	26 Feb 98	30 Sep 01	G - I - 27 - BA	USD	100 000
1037	Small Farm Reconstruction and Development Project	IFAD	UNOPS	HC	30 Apr 97	26 Feb 98	30 Sep 01	L - I - 449 - BA	SDR	10 100 000

1/ International Development Association.

LOGICAL FRAMEWORK

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Critical Assumption
<p>Programme Goals To develop replicable model of sustainable, commercial small-scale livestock production; to generate increases in incomes and food security for poor households; and to contribute to the revival of the rural areas in the transition to a market economy</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Project area household income and expenditure patterns • Household asset ownership • Increases in output levels of livestock products. • Development of institutional capacity capable of supporting longer-term development 	<ul style="list-style-type: none"> • Baseline and impact evaluation surveys • Annual ongoing evaluation of panel of project clientele • Programme completion report 	<ul style="list-style-type: none"> • Political stability is maintained. • Macroeconomic and marketing conditions do not deteriorate. • Government is committed to reform and continues to support market economy.
<p>Programme Purposes</p> <ul style="list-style-type: none"> • To develop private-sector, smallholder, market-oriented livestock production; and to provide improved access to technical, financial and commercial services and market linkages 	<ul style="list-style-type: none"> • % of project households owning more than five cows by end of project • Livestock numbers, productivity, sales and income generated • Effectiveness and sustainability of producers' associations • Extent and effectiveness of livestock support services • Profitability and market strength of private dairies • Extent of bank financing of rural economy and credit viability 	<ul style="list-style-type: none"> • Baseline and impact evaluation surveys • Management information system (MIS) • Annual ongoing impact evaluation through panel of project clientele 	<ul style="list-style-type: none"> • Members of the target population are willing and able to take advantage of opportunities made available under the project. • Target group, particularly younger, active labour force, is attracted to stay in/return to rural areas and shows interest in developing livestock production as means of livelihood. • Marketing opportunities for livestock products become sufficiently developed.
<ul style="list-style-type: none"> • To develop complementary or alternative non-farm income-earning opportunities to support the provision of backward and forward linkages for livestock producers and to contribute to the revival of rural services 	<ul style="list-style-type: none"> • Extent, profitability and sustainability of non-farm enterprises • Extent of bank financing of rural non-farm enterprises, including dairy expansion and credit viability 	<ul style="list-style-type: none"> • PCU MIS and PCBs MIS • Annual ongoing impact evaluation through panel of project clientele • Baseline and impact evaluation surveys 	<ul style="list-style-type: none"> • Sufficient level of rural entrepreneurial activity and potential to attract private-sector investment. • Commercial banks are willing to lend to rural enterprises and are able to develop the credit appraisal skills to select viable enterprises. • Debts assumed can be effectively serviced.





Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Critical Assumptions
<ul style="list-style-type: none"> To develop an effective microfinance sector serving the rural poor, particularly women 	<ul style="list-style-type: none"> No. of SCAs formed and sustained Development of appropriate microfinance institution to support and expand the SCA network. Contribution of SCAs to promoting additional income-generating activities Extent of involvement of women in management and as borrowers 	<ul style="list-style-type: none"> PCU/project microcredit organizations (PMCOs) MIS data Project performance reviews Baseline and impact evaluation surveys NGO progress reports 	<ul style="list-style-type: none"> Conducive legal environment is maintained. Efficient and professional implementing agencies are available and work cohesively. SCAs are able to instil credit ethos and discipline in members. Debts assumed by members can be effectively serviced.
<ul style="list-style-type: none"> To restore essential rural infrastructure to revive the rural economy and support economic development 	<ul style="list-style-type: none"> Extent and type of rural infrastructure reconstructed Impact of improved rural environment on level of satisfaction with rural living 	<ul style="list-style-type: none"> PCU MIS NGO progress reports Project performance reviews 	<ul style="list-style-type: none"> Communities are able to establish community institutions to organize community infrastructure reconstruction works.
<p>Outputs</p> <p>1. Efficient, productive and remunerative, market-oriented smallholder livestock production established as the basis of the revival of the rural economy</p>	<ul style="list-style-type: none"> No. of households purchasing livestock and increase in livestock ownership per household No. of progeny retained to increase herd size Improvements in animal performance – improved reproductivity, milk and meat yields No. of farmers adopting pasture and meadow improvement and productivity increases achieved 	<ul style="list-style-type: none"> PCU MIS Annual impact evaluation of panel of project clientele PAs’ participatory monitoring and progress reports Service providers’ progress reports on pasture management Annual review workshops 	<ul style="list-style-type: none"> Adequate technical support with orientation to the market economy and the needs of smallholder farmers will be forthcoming to assist farmers in improving their income-earning opportunities.
<p>2. A cost-effective, gender-sensitive farmer-to-farmer extension system established</p>	<ul style="list-style-type: none"> No. of demonstration farmers/resource persons and nos. of farmers reached % of women among demonstration farmers/resource persons and clientele 	<ul style="list-style-type: none"> PCU MIS PAs’ participatory monitoring and progress reports Ongoing impact evaluation by panel of project clientele Annual review workshops 	<ul style="list-style-type: none"> Farmers are willing to act as resource persons.
<p>3. A profitable and sustainable small-scale dairy processing industry operational with established market share</p>	<ul style="list-style-type: none"> Increase in throughput, product range, market share, operational performance and profitability of small private dairies 	<ul style="list-style-type: none"> PCU MIS. Dairies’ reporting system 	<ul style="list-style-type: none"> Small private dairies are able to compete with imported products and to find niche markets.



Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Critical Assumptions
<p>4. Non-farm rural enterprises established to provide support to livestock production, restoring key services in the rural areas and providing alternative/supplementary sources of income</p>	<ul style="list-style-type: none"> • No. of rural enterprises established and sustained, by type • No. of loans for rural enterprises provided by commercial banks • % of participants in business development training who establish successful businesses 	<ul style="list-style-type: none"> • PCU MIS • Participating commercial banks and implementing agency reports • Impact evaluation 	<ul style="list-style-type: none"> • Banks will commit resources to new businesses. • Efficient and professional implementing agencies are available to support aspiring entrepreneurs.
<p>5. Community institutions (producers' associations, SCAs and microproject committees) established, operational and meeting the needs of rural communities, both men and women, for planning, implementing and managing their own development</p>	<ul style="list-style-type: none"> • No. of producers' associations, SCAs and MPCs established • Stability, cohesiveness and managerial competence of community organizations • Representation of women in membership and management of community organizations • Range of services provided by producers' associations to members 	<ul style="list-style-type: none"> • PAs/SCAs participatory monitoring and progress reporting • Ongoing impact evaluation by panel of project clientele 	<ul style="list-style-type: none"> • Communities perceive clear distinctions between PAs and the former state-dominated, top-down cooperatives. • Efficient and professional implementing agencies are available to support communities in the establishment of community institutions.
<p>5 6. Sustainable rural credit services available to community members through formal and informal financial institutions demonstrating sound financial management</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Commercial banks <ul style="list-style-type: none"> ◦ Establishment of rural credit departments in commercial banks ◦ No. and amount of loans disbursed for livestock and small and medium enterprises (by type) ◦ Repayment rates • SCAs <ul style="list-style-type: none"> ◦ Level of capitalization and savings ◦ Profitability of SCAs and PMCO ◦ No. and amount of loans disbursed ◦ Repayment rates 	<ul style="list-style-type: none"> • PCBs MIS and reporting • NGO implementation reports initially and subsequently from the independent PMCO or federation of SCAs • PCU MIS 	<ul style="list-style-type: none"> • PCB management appreciates the potential of rural credit as an attractive, mainstream business. • Debts assumed by borrowers can be effectively serviced. • Credit discipline can be instilled for formal credit despite the legacy of the past. • Legal framework is put in place in the long term, which will permit the operation of the SCAs as savings institutions. • SCAs are able to create confidence and build solid reputation through successful track record. • Members deposit savings with SCAs contributing to their financial sustainability.



Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Critical Assumptions
7. Essential supporting rural infrastructure is re-established and fully operational	<ul style="list-style-type: none"> • No. of communities reached • Number and type of rural infrastructure schemes implemented • Extent of community contribution • Performance and effectiveness of maintenance arrangements 	<ul style="list-style-type: none"> • NGO progress reports • PCU MIS 	<ul style="list-style-type: none"> • Communities are able to obtain required commitments for maintenance of infrastructure.
8. Project learning system developed and operational	<ul style="list-style-type: none"> • M&E systems documented and established • Review processes and participatory M&E procedures established and operational • Learning incorporated in project strategies and activities • Processes for learning across the Entities established and operational 	<ul style="list-style-type: none"> • PCU reports and process evaluation 	
9. Effective project coordination and implementation arrangements established and operational	<ul style="list-style-type: none"> • PCUs adapt to new roles as coordinators • Effective partnerships with NGOs and other service providers established 	<ul style="list-style-type: none"> • PCU reports and process evaluation 	
Activities			
1.1	Line of credit provided through commercial banks to enable farmers to increase herd/flock size		
1.2	NGO contracted to assist farmers to establish PAs to facilitate market linkages and provision of services to members		
1.3	Milk collection centres established managed by PAs		
1.4	Demonstrations of pasture and meadow improvement techniques established to promote productivity increases and increase feed availability		
2.1	Technical training for master trainers at Entity level and training of municipality staff as trainers, initially with technical assistance inputs		
2.2	Women and men demonstration farmers/resource persons identified from among members of PAs selected and trained		
2.3	Training of farmers each year by demonstration farmers		
3.1	Technical assistance provided to dairy operators in marketing strategies, product development, dairy management, etc.		
3.2	Development of technical capacity in each Entity through training of dairy development support group in each Entity		
3.3	Line of credit through commercial banks for investment in dairy improvement and expansion		
4.1	NGOs contracted to assist communities in the establishment of PAs, SCAs and microproject committees to plan and implement infrastructure reconstruction activities		
4.2	NGOs provide training in management, administrative procedures, accounts, governance, conflict resolution		
4.3	NGOs assist PAs to develop milk collection centres and provide range of services to members		
5.1	Survey of potential business opportunities in each locality commissioned and executed		
5.2	Business development agency contracted to provide motivation and entrepreneurship training to aspiring entrepreneurs		
5.3	Line of credit provided through commercial banks for the establishment/expansion of small and medium enterprises		
6.1	Participating commercial banks establish rural credit departments to administer the project credit line based on sound financial principles		
6.2	NGO is contracted to establish and build capacity of PMCO and network of SCAs		
6.3	PMCO provides training to SCAs in credit management, disburses equity grants and eventually on-lends funds from project credit line to SCAs		

Activities	
7.1	NGO contracted to assist communities to identify community infrastructure needs and to establish microproject committees to manage community involvement in planning, raising community contribution and implementation
7.2	NGO selects contractors through competitive bidding for implementation of larger infrastructure works
7.3	NGO assists community to directly implement smaller works
8.2	Evolve participatory systems and practices to include exercises at PA, SCA, MPC, NGO and PCU levels
8.3	Establish upward, downward and lateral feedback mechanisms to disseminate learning among communities, NGOs, PCUs and between the two Entities
7.4	Establish M&E systems, including documentation and recording of processes as they occur
9.1	Establish offices; recruit and train staff; establish financial powers/purchase procedures; establish MIS, human resource development and accounts systems
9.2	Identify and contract appropriate implementing agencies (NGOs, banks, etc.) for each component
9.3	Hold regular staff planning and review meetings between PCUs and implementing agencies
9.4	Hold annual review meetings between PCUs, implementing agencies and communities to review performance and modify approach to meet identified needs and incorporate changes in subsequent AWP/B
9.5	Design and implement process monitoring and impact assessment
9.6	Commission and execute gender study to improve project's gender strategy
9.7	Commission and execute other studies in the course of project implementation to improve project performance

QUANTITATIVE INPUTS, TARGETS AND KEY PROJECT FACTORS



OBJECTIVES			INSTRUMENTS			Incremental Benefits				
<p>The overall objective of the project is to develop a replicable model of sustainable, small-scale commercial livestock production, which will demonstrate the income-earning potential of the livestock sector and contribute to the revival of the rural areas. To achieve this, the project will seek to help the rural poor, men and women, in the development of small-scale, private-sector, market-oriented livestock production with a view to generating sustainable increases in household incomes, ensuring food security and contributing to the social stability and prosperity of rural communities. Specific objectives are to: (i) support the development of smallholder livestock production through the provision of credit; (ii) provide farmers with access to appropriate technical support services; (iii) develop and improve linkages with the market, with special reference to dairy marketing; (iv) develop complementary/alternative non-farm income-earning opportunities that support the provision of backward and forward linkages for the livestock producers and contribute to the revival of rural services; and (v) reconstruct essential rural infrastructure to provide an environment for people to return to and pursue economic activities.</p>			<p>The main instruments to be utilized in the implementation of the listed components are listed as follows:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Support to rural financial services especially SCAs • Support for the reconstruction of village infrastructure • Creation of revolving credit fund to support investment in small rural enterprises up to USD 9 000 through participating commercial banks and up to USD 15 000 as a line of credit to PAs • Provide a grant to support the establishment of about 150 SCAs • Support the formation of PAs to improve marketing and input supply • Promote participatory approach with the assistance of NGOs • Employ NGO services in forming and supporting SCAs, business training and creation of PAs 			<p>Incremental benefits at full development:</p> <p>Incremental return to labour at PY (USD/Day)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mountainous areas 5 • SCA component 10-14 • Lowlands 40-45 • Hilly areas 9-12 <p>Project beneficiaries (households)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Overall 21 500 • Livestock 5 500 • SCA 4 400 • Rural infrastructure 11 600 <p>Net economic return (USD/household)</p> <ul style="list-style-type: none"> • At PY5 179 • At full development 323 				
PROJECT COSTS			FINANCING			BENEFICIARIES		ECONOMIC/FINANCIAL ANALYSIS		
COMPONENTS	USD million	% Base Costs	IFAD	OPEC	Government	Beneficiaries	Project activities will be targeted to benefit 21 000 households. Through SCAs, women will have access to previously unavailable financial support.		Financial IRR (%)	
A. Livestock and Enterprises Development	7.73	31	11.96	5.00	5.58	2.94	<ul style="list-style-type: none"> • Project as a whole 17.4 • Livestock and enterprise development 46.7 • Rural finance 25.1 <p>Project cost per household (USD/household)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Project as a whole 1 186 • Livestock 1 406 • Rural finance 770 • Rural infrastructure 765 			
B. Rural Microfinance	3.39	14	25.45	100	10					
C. Rural Infrastructure	8.88	36								
D. Development Initiative Fund	7.52	48								
E. Programme Management and Coordination	2.34	9								
Total including contingencies	25.49	102								

SUMMARY COST AND FINANCING TABLES

Table 1: Components Project Cost Summary

Components	(BAM '000)			(USD '000)			%	% Total
	Local	Foreign	Total	Local	Foreign	Total	Foreign Exchange	Base Costs
A. Livestock and Enterprise Development	14 463.0	1 003.2	15 466.2	7 231.5	501.6	7 733.1	6	31
B. Rural Microfinance	6 234.8	541.8	6 776.6	3 117.4	270.9	3 388.3	8	14
C. Rural Infrastructure Reconstruction	12 337.3	5 420.0	17 757.3	6 168.7	2 710.0	8 878.7	31	36
D. Project Management and Coordination								
1. Project Management	3 986.7	1 055.4	5 042.0	1 993.3	527.7	2 521.0	21	10
2. Development Initiatives Fund	2 892.5	1 780.0	4 672.5	1 446.3	890.0	2 336.3	38	9
Subtotal Project Management & Coordination	6 879.2	2 835.4	9 714.5	3 439.6	1 417.7	4 857.3	29	20
	39 914.3	9 800.3	49 714.6	19 957.2	4 900.1	24 857.3	20	100
Physical Contingencies	226.6	228.6	455.2	113.3	114.3	227.6	50	1
Price Contingencies	929.4	391.1	1 320.4	284.4	119.8	404.2	30	2
	41 070.2	10 419.9	51 490.2	20 354.8	5 134.2	25 489.1	20	103



Table 2: Expenditure Accounts Project Cost Summary

	(BAM '000)			(USD '000)			%	% Total
	Local	Foreign	Total	Local	Foreign	Total	Foreign Exchange	Base Costs
I. Investment Costs								
A. Civil Works								
Labour	1 237.9	-	1 237.9	618.9	-	618.9	-	2
Materials	6 591.0	3 661.7	10 252.7	3 295.5	1 830.8	5 126.3	36	21
Beneficiary labour /a	3 039.0	-	3 039.0	1 519.5	-	1 519.5	-	6
Subtotal Civil Works	10 867.9	3 661.7	14 529.6	5 434.0	1 830.8	7 264.8	25	29
B. Equipment and Goods	207.9	147.5	355.4	103.9	73.8	177.7	42	1
C. Vehicles	81.0	126.0	207.0	40.5	63.0	103.5	61	-
D. Technical Assistance, Contractual Services and Studies								
Technical Assistance	58.7	603.3	662.0	29.4	301.6	331.0	91	1
NGO Contractual Services	1 945.8	1 777.4	3 723.2	972.9	888.7	1 861.6	48	7
Studies	157.6	138.4	296.0	78.8	69.2	148.0	47	1
Subtotal Technical Assistance, Contractual Services and Studies	2 162.2	2 519.1	4 681.2	1 081.1	1 259.5	2 340.6	54	9
E. Training	1 409.3	218.7	1 628.0	704.6	109.3	814.0	13	3
F. Credit Funds								
Livestock and Rural Enterprise Credit	12 675.0	-	12 675.0	6 337.5	-	6 337.5	-	25
Microfinance Development Credit Line	2 132.0	-	2 132.0	1 066.0	-	1 066.0	-	4
Subtotal Credit Funds	14 807.0	-	14 807.0	7 403.5	-	7 403.5	-	30
G. SCA Equity								
1. Equity Grants	650.0	-	650.0	325.0	-	325.0	-	1
2. Members' Contributions	1 726.5	-	1 726.5	863.3	-	863.3	-	3
Subtotal SCA Equity	2 376.5	-	2 376.5	1 188.3	-	1 188.3	-	5
H. Development Initiatives Fund	2 892.5	1 780.0	4 672.5	1 446.3	890.0	2 336.3	38	9
Total Investment Costs	34 804.2	8 453.0	43 257.2	17 402.1	4 226.5	21 628.6	20	87
II. Recurrent Costs								
A. Salaries and Allowances (contracted staff)								
Salaries	3 890.7	-	3 890.7	1 945.4	-	1 945.4	-	8
Allowances	244.8	-	244.8	122.4	-	122.4	-	-
Subtotal Salaries and Allowances (contracted staff)	4 135.5	-	4 135.5	2 067.8	-	2 067.8	-	8
B. Vehicle, Equipment O&M	128.0	256.0	384.0	64.0	128.0	192.0	67	1
C. Infrastructure O&M	194.4	777.5	971.9	97.2	388.7	485.9	80	2
D. Office Overhead Costs	652.2	313.8	966.0	326.1	156.9	483.0	32	2
Total Recurrent Costs	5 110.1	1 347.3	6 457.4	2 555.0	673.6	3 228.7	21	13
Total BASELINE COSTS	39 914.3	9 800.3	49 714.6	19 957.2	4 900.1	24 857.3	20	100
Physical Contingencies	226.6	228.6	455.2	113.3	114.3	227.6	50	1
Price Contingencies	929.4	391.1	1 320.4	284.4	119.8	404.2	30	2
Total PROJECT COSTS	41 070.2	10 419.9	51 490.2	20 354.8	5 134.2	25 489.1	20	103

/a In-kind labour contributions towards infrastructure reconstruction

ORGANIZATION AND MANAGEMENT

A. Project Organization

1. Project execution will be the responsibility of the Ministry of Agriculture (MAE): the Ministry of Agriculture, Water Management and Forestry in the Federation, and the Ministry of Agriculture, Forestry and Water Management in the RS. Each MAE will delegate responsibility to a PCU, which will be based on restructuring the present project implementation unit to bring in staff with the requisite expertise and experience to manage the new project. The PCU will have no implementation responsibility but will coordinate the activities of a number of contracted specialists, the private sector and implementing agencies such as banks and NGOs. Although the present project has a wider remit than the previous projects covering community institution-building, development of formal and informal credit delivery systems and promotion of business development, the core activities remain regeneration of the livestock sector. Therefore, MAE remains the most appropriate executing agency for the project, but the PCU will require staff with skills and experience that extend beyond livestock. The overall organizational structure for the project is shown in the Chart included in this Appendix.

B. Project Management

2. **Project steering committees.** A PSC will be established in each Entity. The PSC will be chaired by the Minister of Agriculture (or his appointee) and will indicatively comprise the following members or their equivalent in each Entity:

Chairman:	MAE
Representatives:	Ministry of Finance Banking Supervisory Agency Ministry of Industry Ministry without portfolio Ministry of Social Affairs, Displaced Persons and Refugees State-level Ministry of Economic Relations and Foreign Trade Government department responsible for women's affairs
Secretary:	Project Director

3. The PSC will have the right to co-opt other members or to form executive subcommittees on a standing or ad hoc basis for the better conduct of its business. This process could be used to include representatives of the university agricultural faculties, agricultural institutes, NGO representatives and women's organisations. The PSC will meet at least once every six months and more frequently as required.

4. The main responsibilities of the PSC will be to:

- provide conceptual, strategic and policy guidance for the design and implementation of project activities and conformity with each Entity's overall development strategies;
- approve the AWP/B for the project;
- approve selection of project area localities;
- ensure effective cooperation between the PCU and the canton/municipality administrations;
- review project progress and performance;
- resolve any implementation problems.



5. **Project coordination units.** The PCU and Agricultural Department (AD)/PCU will be coordinating rather than implementing agencies. Thus, the role of the PCU and AD/PCU will be annual programming, financial management, contracting and supervision of implementing agencies, monitoring of implementation, reporting and evaluation. The specific principal tasks of the PCUs will be:

- procurement of goods and contracting implementing agencies and providing the necessary conceptual guidance to ensure adherence to the project's guidelines and achievement of the project's objectives;
- preparation of AWP/Bs on the basis of proposals received from the implementing agencies;
- release of funds to the implementing agencies and maintenance of consolidated project accounts in accordance with IFAD requirements;
- establishment and operation of the project's overall management information system;
- field-level monitoring of the performance of implementing agencies and the progress of project activities;
- ensuring that the implementing agencies are capable of providing the information required for the timely preparation and submission of periodic progress reports;
- preparation of periodic progress and financial reports required by IFAD and Entity governments;
- serving as liaison/contact point for IFAD's cooperating institution (UNOPS);
- establishment and maintenance of day-to-day liaison with other external agency partners in project implementation to ensure efficient programme coordination;
- carrying out the M&E functions;
- organization of annual workshops for participatory project review involving all stakeholders and seminars to debate issues leading to improvement in project design and performance;
- preparation of an in-depth review of project performance and achievements prior to the mid-term review providing an analysis of successes, problems, constraints and the effective participation of women in the project.

6. In order to be equipped to undertake this role, the PCU will require a broad range of skills and will comprise a director/livestock specialist, a business development officer, an economist/M&E officer, an accountant/procurement officer, a secretary/translator and a driver. A rural engineer will be engaged on a consultancy basis to supervise and monitor the implementation of the rural infrastructure programme. Funds will be available with the PCU to engage additional short-term consultants as required to support project activities. Provision will also be made for a process of external concurrent evaluation to assist project management in evaluating programme effectiveness in order to be able to develop and modify project design on an ongoing basis in response to beneficiary feedback.

7. Recruitment of the staff of the PCUs would to the extent feasible build on the experience gained of IFAD procedures during the previous projects. In RS the scope for sharing of accountancy and administrative services with the wider PCU would be explored. All staff should be recruited through open competition. Although the director/livestock specialists are expected to be recruited from the Ministries of Agriculture, an open selection process is recommended to ensure the widest possible choice of candidates. The posts of business development officer and economist/M&E officer should be open to candidates from both the public and private sectors.

8. **Technical assistance.** The new project design differs significantly in scope from the previous projects, which focused essentially on livestock restocking. The broader, integrated approach of the new project will require the development of a new type of M&E system, which is able to capture the dynamics of the changing future development environment and the contribution of the project to this

process. As the project is seen as the forerunner of longer-term support for the development of the livestock sector, the M&E system needs to provide the necessary pointers to modify project design in response to such a dynamic situation. A short-term input from an international M&E specialist will provide assistance in designing an appropriate M&E system. This will be followed by short-term consultancy input from a local information technology specialist to develop the details of the MIS system. In addition provision is made to finance other (unspecified) technical assistance needs that may arise in the course of implementation in order to improve the development strategy.

9. **Contracting services.** Responsibility for implementation of the project activities will be contracted out to a range of largely private-sector service providers. This will indicatively be as follows although some options will exist, particularly for management of the credit line:

- **NGOs** for promoting the establishment of producers' associations and providing ongoing support; for promotion and initial management of the savings and credit associations; provision of business development services to borrowers; and for implementing the rural infrastructure rehabilitation programme;
- **Commercial banks** preferably for management of the credit system for livestock and small and medium enterprises;
- **Agriculture department** for the provision of trainers to provide training to local resource persons in the communities and producers' associations and to support demonstrations of improved pasture/meadow management.

10. The major areas in which services will be required are described below as separate activities. They can, however, be combined depending on the interest and expertise of the potential service providers, and some savings in costs may then ensue. The same service provider could be involved in implementation in the two Entities.

11. **Promoting producers' associations.** This will include:

- establishing a dialogue with communities and eliciting farmer interest in the establishment of producers associations on a voluntary basis;
- assisting farmers in the establishment of the association and providing capacity-building inputs to ensure a strong management base and providing ongoing support during the initial period;
- assisting the producers' associations in obtaining linkages to market opportunities through entering into supply agreements with dairies or other processing plants.

With the assistance of a qualified NGO, the PAs will focus on the following:

- provision of extension services;
- management of milk collection including through collection centres;
- contracting arrangements with rental of agricultural machinery and implements;
- procurement of input supplies, credit and veterinary services; and
- training in animal husbandry, home economics as well as management training.

12. **Establishing a formal rural credit system.** This will include management of a credit line for providing loans for asset creation in the agricultural sector including livestock purchase and the establishment/expansion of small and medium enterprises.

13. **Establishing a community-based financial services system.** This will include: (i) formation of village-based, self-managed savings and credit associations (SCAs); (ii) building the SCAs into a sustainable microfinance institution; and (iii) building capacity within country to promote future development of SCAs.



14. Providing technical guidance to livestock producers. This would include: (i) promotion of improved animal husbandry practices; (ii) assisting communities to improve the productivity of pasture/hay meadows; and (iii) organizing demonstrations for improved pasture/meadow management.

15. Providing technical and business development services to entrepreneurs. This will include: (i) assisting enterprises e.g. dairies, in product development and improved marketing strategies; and (ii) assisting small enterprises with development of business plans, management and accounting skills and linkages to markets.

16. Implementing a community-based rural infrastructure rehabilitation programme. This will include: (i) assisting communities to identify and prioritize community infrastructure rehabilitation needs and prepare microproject proposals; (ii) mobilizing community participation in implementation; and (iii) organizing implementation of infrastructure rehabilitation through community participation for small works and through engaging contractors for larger schemes.

BOSNIA & HERZEGOVINA
State Council of Ministers

State Level

Entity Level

Project Area
Localities

Clients

FEDERATION OF BOSNIA & HERZEGOVINA

Project Steering Committee

- Ministry of Agriculture (Chairman)
- Ministry of Finance
- Banking Supervisory Agency
- Ministry of Industry
- Ministry Without Portfolio
- Ministry of Social Affairs, Displaced Persons and Refugees
- State Ministry of Economic Relations and Foreign Trade
- Government Women's Department

Ministry of Agriculture

Project Coordination Unit

- Project Director/Livestock Specialist
- Business Development Officer
- Monitoring and Evaluation Officer
- Accountant/Procurement Officer
- Support Staff

Contracted Service Providers

Participating Commercial Bank

Project Microcredit Organization

- NGOs
- Business Development Agencies
- Dairy Support Group
- Municipality Department of Agriculture

Rural Credit Window

Savings and Credit Associations

Producers' Associations/Community Groups/ Entrepreneurs and Individuals

Members

REPUBLIKA SPRSKA

Project Steering Committee

- Ministry of Agriculture (Chairman)
- Ministry of Finance
- Banking Supervisory Agency
- Ministry of Industry and Technology
- Ministry of Displaced Persons and Refugees
- State Ministry of Economic Relations and Foreign Trade
- Government Women's Department

Reconstruction Assistance Project1/Project Coordination Unit

Ministry of Agriculture

RAP PCU Agriculture Department

- Project Director/Livestock Specialist
- Business Development Officer
- Monitoring and Evaluation Officer
- Accountant/Procurement Officer
- Support Staff

Contracted Service Providers

Participating Commercial Bank

Project Microcredit Organization

- NGOs
- Business Development Agencies
- Dairy Support Group
- Municipality Department of Agriculture

Rural Credit Window

Savings and Credit Associations

Producers' Associations/Community Groups/ Entrepreneurs and Individuals

Members



ECONOMIC AND FINANCIAL ANALYSIS

1. The defining characteristics of the livestock production models are summarized in Table 1.

Table 1: Key Assumptions Underlying Production Models

		Cattle				Sheep		Goats	
		Intensive silage		Hilly Areas		Upper Mountains		Upper Mountains	
		With	Without	With	Without	With	Without	With	Without
Milk production									
Milk yield	l/day	12.0	7.9	7.9	5.6	0.5	0.5	5.0	5.0
Lactation period	days	305	305	305	305	80	80	80	80
Milk yield, annual	year	3 660	2 410	2 410	1 708	40	40	400	400
Herd features									
Birth rate	year	80%	66%	80%	66%	90%	90%	100%	100%
Youngstock mortality	year	10%	15%	10%	15%	10%	10%	15%	15%
Youngstock offtake rate									
Male	year	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Female	year	0%	100%	0%	100%	70%	70%	100%	100%
Feeding parameters									
Active vegetation	months	8	8	8	8	7	7	7	7
Winter feeding	days/year	120	120	120	120	150	150	150	150
Hay req'd per animal	kg/day	10	10	10	10	1	1	1	1
Hay req'd per animal	kg/year	1 200	1 200	1 200	1 200	150	150	150	150
Hay cuttings	no.	3	3	3	3	1	1	1	1
Hay yield per cut	t/ha	1.8	1.1	1.8	1.1	1.65	1.65	1.65	1.65
Land yield	t/ha	5.4	3.3	5.4	3.3	1.65	1.65	1.65	1.65
Hay land req'd per animal	ha	0.2	0.4	0.2	0.36	0.1	0.1	0.1	0.1
Grazing land per livestock unit	ha	0.4	0.7	0.4	0.73	0.1	0.1	0.1	0.1
Land req'd per animal	ha	0.7	1.1	0.7	1.1	0.2	0.2	0.2	0.2
Concentrate feeding									
Duration	days	305	250	250	200				
Amount	kg/day	2.5	1.0	2.5	1.0				
Concentrate per animal	kg	762	250	625	200				

Beneficiaries

2. In total, around 21 000 households will benefit from the project. Their distribution among project components and their phasing over the implementation period of the project are summarized in Table 2 below.

Table 2: Number of Beneficiary Households

	PY1	PY2	PY3	PY4	PY5	PY6	Total
Federation							
<i>No. of Beneficiary Households</i>							
Livestock farmers	396	340	519	916	738	374	3 283
SCA households							
- livestock areas	45	90	135	150	165	180	765
- other locations	60	120	210	260	340	400	1 390
SME entrepreneurs	12	6	12	18	12		60
Rural infrastructure rehabilitation	797	1 939	1 459	2 541	2 960	1 321	11 017
	1 310	2 495	2 335	3 885	4 215	2 275	16 515
Republika Srpska							
<i>No. of Beneficiary Households</i>							
Livestock farmers	396	340	519	520	200	180	2 155
SCA households							
- livestock areas	45	90	135	150	165	180	765
- other locations	60	120	210	260	340	400	1 390
SME entrepreneurs	12	6	12	6			36
Rural infrastructure rehabilitation	-	314	84	199	-	-	597
	513	870	960	1 135	705	760	4 943

**Economic Analysis**

3. **Economic rate of return.** The overall project economic rate of return is estimated at 17.4%. For the FBiH alone, the EIRR is estimated at 15.5%, while the EIRR for RS is estimated at 20.8%. The difference derives from the larger investments in rural infrastructure reconstruction and rehabilitation in the Federation, for which financial and economic benefits have not been quantified. This is so because these investments will be demand-driven, and thus precise site cost estimations and appropriate projections of economic benefits are not possible in the absence of site/project specifications. In spite of the difficulty in capturing the benefits in quantified economic terms, it is clear that this component plays a key, critical role in achieving the project objective by ensuring that necessary infrastructure is in place for rural enterprises and the village residents have the basic services and necessities required for an acceptable livelihood in the rural areas, thus also encouraging rural migrants to return to their villages and invest in agriculture and livestock activities.

Table 3: Economic Rate of Return and Sensitivity Analysis (%)

Project	1-year lag	2-year lag	-10% Benefits	-20% Benefits	+10% Costs	+20% Costs
Total Project , EIRR = 17.4%						
Base	14.4	11.8	15.4	13.3	15.6	14.0
-10% Benefits	12.7	10.3	-	-	13.7	12.1
-20% Benefits	10.8	8.6	-	-	11.5	10.0
+10% Costs	12.8	10.4	13.7	11.5	-	-
+20% Costs	11.4	9.2	12.1	10.0	-	-
Federation of Bosnia and Herzegovina, EIRR = 15.5%						
Base	12.7	10.2	13.5	11.4	13.7	12.1
-10% Benefits	11.0	13.0	-	-	11.8	10.3
-20% Benefits	9.2	7.1	-	-	9.7	8.2
+10% Costs	11.2	8.9	11.8	9.7	-	-
+20% Costs	9.8	7.7	10.3	8.2	-	-
Republika Srpska, EIRR = 20.8%						
Base	17.3	14.5	18.7	16.5	18.9	17.2
-10% Benefits	15.5	13.0	-	-	16.9	15.3
-20% Benefits	13.6	11.3	-	-	14.7	13.1
+10% Costs	15.7	13.1	16.9	14.7	-	-
+20% Costs	14.2	11.9	15.3	13.1	-	-